



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe centrale et balte

Une publication du SER de Varsovie, avec la participation des SE de la zone
Décembre 2025

Faits saillants :

- **Pologne** : Emission massive d'obligations en euros (7 Mds EUR) ;
- **Hongrie** : Vers une reprise de la croissance en 2026 (1,9 %) ;
- **Tchéquie** : Inflation moyenne à 2,5 % en 2025 ;
- **Slovaquie** : Forte exposition aux droits de douane américains ;
- **Estonie** : Adoption du budget 2026, déficit prévu à 4,5 % du PIB ;
- **Lettonie** : 11 % de la population est en difficulté financière ;
- **Lituanie** : Flux record d'IDE entrants au T3 2025, portant le stock à 42,9 Mds EUR.

LE CHIFFRE A RETENIR

47,3 %

hausse record de l'indice
WIG (bourse de Varsovie)
en 2025

Dossier du mois :

Relations économiques et commerciales avec la Chine

En 2025, la montée en visibilité des produits chinois sur le marché européen s'inscrit dans un contexte de surcapacités industrielles en Chine et de possible réorientation des exportations vers l'Europe, en particulier vers l'Europe centrale et balte (ECB). Cette dynamique trouve un écho dans une région fortement industrialisée, où les secteurs de l'automobile, des transports et du manufacturier constituent des points d'ancrage naturels des coopérations sino-européennes, consolidées depuis les années 2010.

Le poids de la Chine dans le commerce de la région s'est renforcé au cours des deux dernières décennies, porté par la progression des échanges bilatéraux. Toutefois, si les importations de produits chinois sont significatives dans l'ensemble des économies d'ECB, les exportations vers la Chine demeurent hétérogènes. Les déséquilibres sont particulièrement marqués dans certains pays, comme la Hongrie, tandis qu'ils restent plus contenus en Slovaquie grâce aux exportations automobiles. La concentration de certains flux d'importations accentue par ailleurs la dépendance de plusieurs économies à l'offre chinoise.

Pologne

Emission massive d'obligations en euros

Le ministère des Finances a procédé à une émission obligataire en euros d'un montant total de 3,25 Mds EUR, portant sur des maturités à 5 et 10 ans. Organisée par un consortium composé de BNP Paribas, Commerzbank, Deutsche Bank et ING N.V., l'opération a suscité une forte demande, les offres atteignant 12 Mds EUR. Les taux de rendement retenus se sont établis à 2,964 % pour les obligations à 5 ans et 3,739 % pour celles à 10 ans. Grâce à cette opération, 26 % des besoins de refinancement de la dette pour 2026 ont déjà été couverts.

Revalorisation du salaire minimum au 1^{er} janvier 2026

Au 1^{er} janvier, le salaire minimum brut en Pologne a été porté à 4 806 PLN par mois (environ 1 140 EUR), soit une revalorisation d'environ 3 %, conforme au taux d'inflation anticipé par le gouvernement pour 2026. On estime que 3 M de travailleurs, soit 20 % de la population active, sont concernés. Par ailleurs, selon le bureau des statistiques GUS, le salaire mensuel moyen a progressé de 7,1 % en glissement annuel (g.a) en novembre.

Record historique des immatriculations automobiles en 2025

En 2025, les immatriculations de véhicules légers neufs ont atteint 667 600 unités, dont 70 100 utilitaires légers, un niveau record. Selon l'institut Samar, les ventes ont progressé de 8 % par rapport à 2024. Toyota demeure le premier constructeur avec 15,4 % de parts de marché, devant Skoda (11 %) et Volkswagen (7,2 %). Les constructeurs chinois ont écoulé 49 200 véhicules, soit 8,2 % du marché, leurs ventes ayant presque quintuplé sur un an. La part des véhicules électriques s'est établie à 7,2 % des immatriculations.

Excellent exercice 2025 pour la Bourse de Varsovie

Sur l'année écoulée, l'indice WIG a progressé de 47,3 %, atteignant un niveau historique de 117 240 points fin décembre. Le WIG20, regroupant les 20 plus grandes capitalisations, a bondi de 45 % pour clôturer à 3 184 points. Parmi les plus fortes hausses figurent plusieurs entreprises publiques, notamment le conglomérat KGHM (+142 %), le groupe multi-énergétique Orlen (+101 %) et la banque Pekao SA (+82 %), ainsi que la banque mBank (+91 %), contrôlée par Commerzbank. Malgré cette excellente performance boursière, le marché des introductions en bourse est resté atone, avec seulement 3 IPO, un plancher sur les 25 dernières années, tandis que 15 sociétés ont quitté la cote.

Lancement du système central de facturation électronique KSeF

Le ministère des Finances a annoncé le lancement, à compter du 1^{er} février 2026, du système central de facturation électronique interentreprises (KSeF – Krajowy System e-Faktur). Cette première phase concernera les grandes entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 200 M PLN (environ 47,5 M EUR). Le dispositif sera étendu à l'ensemble des entreprises à partir du 1^{er} avril 2026, à l'exception des microentreprises, pour lesquelles l'obligation n'entrera en vigueur qu'au 1^{er} janvier 2027. Le KSeF vise à renforcer la lutte contre la fraude fiscale, notamment la fraude « carrousel » à la TVA et les déductions frauduleuses de TVA.

Hongrie

Prévisions de l'OCDE : une reprise graduelle mais fragile

Selon l'OCDE, la croissance du PIB hongrois devrait rester atone en 2025 (0,3 %), avant de se redresser progressivement pour atteindre 1,9 % en 2026 et 2,3 % en 2027. La reprise serait principalement tirée par la consommation privée, soutenue par la hausse des salaires réels et la baisse annoncée de l'impôt sur le revenu. Les investissements, en recul d'environ 18 % depuis

début 2023, ne devraient amorcer une reprise modérée qu'en 2027, pénalisés par la faible confiance des entreprises, la sous-utilisation des capacités de production et l'accès restreint aux fonds européens. Les exportations progresseraient à un rythme limité, freinées par la faiblesse de la demande européenne, notamment allemande, et par les effets indirects des droits de douane américains. L'OCDE anticipe un taux directeur proche de 5,5 % en 2027 (rappel d'un maintien à 6,5 % par la Banque centrale début décembre) et un déficit public autour de 5 % du PIB en 2025–2026, avant un repli vers 4,5 % en 2027. Enfin, l'organisation recommande la mise en œuvre de réformes structurelles, notamment du système de retraite, des dispositifs d'aides énergétiques et de la gouvernance de l'environnement des affaires.

Croissance économique toujours atone au T3 2025

Le PIB hongrois stagné au T3 2025, portant la croissance annuelle à 0,6 %. Si les services ont contribué positivement à la croissance, l'industrie et la construction ont pesé sur la performance globale. Du côté de la demande, la consommation des ménages s'est essoufflée et la croissance a principalement reposé sur un gonflement inattendu des stocks. Par ailleurs, les révisions substantielles publiées par l'Office central des statistiques modifient sensiblement l'interprétation de la dynamique économique observée au cours des dernières années.

Retour de l'inflation dans la cible de la Banque centrale

En novembre, les prix à la consommation ont augmenté de 0,1 %, ramenant l'inflation en g.a. à 3,8 %, son niveau le plus bas depuis un an. Cette décélération s'explique par un ralentissement de la hausse des prix alimentaires (+3,2 %), une modération des coûts de l'énergie et des carburants, ainsi qu'une inflation plus contenue dans les services et l'habillement. Pour la première fois depuis plus d'un an, l'inflation revient dans la fourchette cible de la Banque centrale de Hongrie (MNB), qui demeure toutefois prudente quant à une éventuelle baisse de son taux directeur, inchangé depuis septembre 2024.

Dégradation des perspectives souveraines par Fitch à « négatives »

Fitch a confirmé la note souveraine de la Hongrie à BBB, mais a abaissé ses perspectives de stables à négatives. L'agence invoque le creusement du déficit public, attendu à 5 % du PIB en 2025 puis 5,6 % en 2026. Selon Fitch, le manque de prévisibilité de la politique économique renforcerait les risques fiscaux et macroéconomiques. La combinaison d'un déficit élevé, d'un investissement insuffisant et d'une croissance faible (0,3 % en 2025) devrait entraîner un alourdissement de la dette publique, à 74,6 % du PIB en 2027, contre 73,5 % en 2024.

Durcissement du contrôle fiscal sur les revenus de capitaux étrangers

L'administration fiscale hongroise intensifie ses contrôles sur les revenus de capitaux détenus à l'étranger. Les procédures d'accompagnement, jusqu'ici privilégiées et dépourvues de sanctions, sont progressivement remplacées par des examens de conformité susceptibles d'aboutir à des amendes et à des contrôles fiscaux complets. Les sanctions peuvent atteindre 50 % de l'impôt élué, voire 200 % en cas de dissimulation, auxquelles s'ajoutent des intérêts de retard.

Tchéquie

Inflation moyenne à 2,5 % en 2025

L'inflation annuelle moyenne a légèrement progressé en 2025 pour s'établir à 2,5 %, contre 2,4 % en 2024, soit le deuxième niveau le plus bas observé depuis sept ans. En décembre, la hausse des prix s'est maintenue à 2,1 %, identique à celle de novembre et inférieure à la prévision de la Banque centrale (CNB) (2,3 %).

Les variations observées au cours de l'année s'expliquent principalement par l'évolution des prix des aliments et des boissons, dont la hausse a ralenti en décembre (+1,7 % en g.a., après +2,2 % en novembre et +3,3 % en octobre). L'inflation sous-jacente est restée stable à 2,8 %,

tandis que les prix des services marchands ont continué d'augmenter à un rythme soutenu (+4,5 % en g.a.). En parallèle, la progression des loyers s'est légèrement accélérée en décembre (+5 % en g.a., contre +4,8 % les mois précédents). À l'inverse, l'évolution favorable des prix administrés (+0,4 %) ainsi que la baisse des prix de l'électricité et du gaz (-5,1 % et -6,7 % respectivement) ont contribué à contenir l'inflation. Globalement, en décembre, les prix des biens et des services ont augmenté respectivement de 0,4 % et 4,8 % en g.a.

Au regard de ces évolutions, la CNB estime que l'inflation pourrait passer sous le seuil de 2 % pendant plusieurs mois en 2026, malgré une inflation sous-jacente encore stable en début d'année. Pour l'ensemble de l'année 2026, la Banque centrale anticipe une inflation moyenne de 2,2 %.

Maintien des taux directeurs par la Banque centrale en décembre

Lors de sa réunion de politique monétaire du 18 décembre, la CNB a maintenu son principal taux directeur à 3,5 %. Cette décision reflète la persistance de tensions inflationnistes dans les services (+4,8 %), le maintien d'une inflation sous-jacente élevée, la forte progression des salaires nominaux (+7,1 % au T3) liée à un marché du travail toujours tendu, ainsi que la croissance des crédits et des loyers. Afin d'ancrer durablement l'inflation autour de la cible de 2 %, la CNB confirme le maintien d'une orientation de politique monétaire restrictive.

Les risques inflationnistes identifiés (hausse des salaires, des prix des services et des loyers) sont toutefois partiellement compensés par l'appréciation de la couronne tchèque, les mesures tarifaires mises en œuvre au niveau mondial et la faiblesse de la conjoncture économique des principaux partenaires commerciaux de la zone euro. La CNB a par ailleurs confirmé ses prévisions de croissance : de 2,3 % en 2025 et 2,4 % en 2026.

Pertes historiques de la CNB liées à l'appréciation de la couronne en 2025

Après deux exercices bénéficiaires, la CNB a enregistré en 2025 une perte de près de 73 Mds CZK (environ 3 Mds EUR), principalement imputable à l'appréciation de la couronne face aux principales devises de réserve, en particulier le dollar américain. Dans le même temps, le rendement des réserves internationales a atteint un niveau record de 252,7 Mds CZK. Hors effet de change, la Banque centrale aurait dégagé un bénéfice d'environ 150 Mds CZK.

Exprimées en devises de réserve, les réserves internationales ont progressé de 10,3 % en 2025, portées par la forte performance des portefeuilles d'actions (+21 %) et par la hausse marquée de la valeur de l'or (+67 %). Les coûts liés à la politique monétaire ont toutefois lourdement pesé sur les résultats : les intérêts versés aux banques sur leurs dépôts auprès de la CNB ont atteint 100,3 Mds CZK en 2025. La dette cumulée de la CNB s'élève désormais à 350 Mds CZK.

Repli démographique au T3 2025

À la fin du T3 2025, la Tchéquie comptait un peu moins de 10,9 M d'habitants, soit une baisse de 12 300 habitants depuis le début de l'année. L'excédent migratoire (+12 800) n'a pas suffi à compenser le déclin naturel de la population (-25 100). Sur un an, le nombre de naissances (58 700) et de mariages (36 000) a de nouveau reculé, tandis que les décès (83 800) et les divorces ont légèrement augmenté.

Slovaquie

Maintien de la croissance économique au T3 2025

Au T3 2025, le PIB slovaque a progressé de 0,9 % en g.a. La demande intérieure s'est légèrement contractée (-0,1 %), pénalisée par le recul de la formation brute de capital fixe (-1,6 %), en dépit d'une hausse soutenue des investissements (+4,5 %) liée à l'utilisation de fonds européens. La consommation des ménages a enregistré une progression modérée (+0,4 %), tandis que le commerce extérieur a contribué positivement à la croissance, les exportations augmentant plus rapidement que les importations (+1,3 % contre +0,2 %). L'industrie, qui représente 25,4 % de la valeur ajoutée, a confirmé sa résilience, avec une hausse de 2,1 % de sa valeur ajoutée.

Forte exposition de l'économie slovaque aux droits de douane américains

Malgré l'abaissement des droits de douane américains de 25 % à 15 % en juillet 2025, la Slovaquie demeure l'un des pays européens les plus exposés, avec un taux effectif de 17,4 %, le cinquième plus élevé de l'Union européenne. Cette vulnérabilité tient à la structure des exportations vers les États-Unis, dominées aux trois quarts par l'automobile, dont les ventes ont chuté de 55,9 % en septembre 2025 en g.a.

Progression modérée des salaires réels

Le salaire mensuel brut s'est établi à 1 569 EUR au T3 2025, en hausse réelle de 1,3 % en g.a. Les niveaux de rémunération les plus élevés sont observés dans les TIC (2 548 EUR), les activités financières et d'assurance (2 546 EUR) et les services énergétiques (2 537 EUR). À l'inverse, les salaires les plus faibles concernent les services d'hébergement et de restauration (1 006 EUR) et la construction (1 162 EUR).

Hausse du chômage au T3 2025

Le taux de chômage s'est établi à 5,5 % au T3 2025, en progression de 0,1 pp en g.a. et de 0,2 pp en variation trimestrielle. Les augmentations les plus marquées du nombre de demandeurs d'emploi concernent le commerce (+10 %) et la construction (+38,5 %), respectivement deuxième et troisième secteurs pourvoyeurs d'emplois en Slovaquie. De fortes disparités territoriales persistent, le taux de chômage atteignant 2,5 % dans la région de Bratislava, contre 10,4 % dans celle de Prešov.

Estonie

Adoption du budget 2026

Le Parlement a adopté le budget de l'État pour 2026, qui prévoit des recettes de 18,6 Mds EUR (+855 M EUR, soit +4,8 %), des dépenses de 19,5 Mds EUR (+1,3 Md EUR, soit +7,1 %) et 1,3 Md EUR d'investissements (+45 %). Le déficit public est estimé à 4,5 % du PIB, un niveau autorisé par l'UE dans le cadre de la clause dérogatoire nationale, et lié à l'augmentation rapide des dépenses de défense. La dette publique devrait ainsi s'accroître de 1,7 Md EUR pour atteindre 25,9 % du PIB.

Les principales hausses de dépenses concernent la défense (+844,5 M EUR), dont le budget dépassera 5 % du PIB, l'éducation (+46,6 M EUR, avec une augmentation moyenne de 10 % du salaire des enseignants) et la sécurité intérieure (revalorisation des enveloppes des agences). Enfin, le budget acte une baisse de la pression fiscale, avec l'instauration d'un abattement fiscal sur le revenu de 700 EUR/mois, l'abandon de la hausse de l'impôt sur le revenu de 2 pp, et une revalorisation des aides sociales.

Appel à la simplification de la fiscalité européenne

Le 12 décembre, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, Malte et la Slovaquie ont soumis aux ministres des finances de l'UE une déclaration demandant des règles fiscales plus simples et une réduction des charges administratives pour les entreprises internationales. Les pays signataires estiment que le paquet fiscal minimum de l'OCDE créerait des coûts importants pour les entreprises et les administrations fiscales. Actuellement, une exception permet à l'Estonie et à d'autres petits États de reporter l'application de la directive sur l'impôt minimum jusqu'en 2030. Les signataires demandent de prolonger ce report d'au moins six années supplémentaires afin d'attendre l'instauration de règles finales, claires et stables. Le ministre estonien des Finances, Jürgen Ligi, a souligné que l'objectif est d'assurer une fiscalité équitable et compétitive, tout en évitant une bureaucratie excessive.

Dynamisme du secteur des startups

Le chiffre d'affaires des startups estoniennes a progressé de 15 % au T3 2025, atteignant 1,17 Md EUR, porté par Bolt (438,5 M EUR), Pipedrive (76,5 M EUR) et Wise (38,5 M EUR). Cependant, le volume des investissements levés a reculé de 27 % sur les neuf premiers mois (à 47,4 M EUR), bien que le nombre de transactions ait augmenté (19 contre 15 en 2024). Le mois d'octobre 2025 a marqué un rebond encourageant, avec un rythme d'investissement comparable à 2024, et une part croissante des capitaux locaux (30 M EUR, + 60 %).

Le secteur de la défense devient un pilier stratégique des startups, avec près d'une centaine d'entreprises actives contre une dizaine il y a trois ans. On peut mentionner Milrem Robotics, Threod Systems et DefsecIntel. Parallèlement, l'Estonie renforce sa coopération régionale avec les pays nordiques pour faciliter l'accès des startups aux marchés mondiaux via des programmes communs et des appels à projets coordonnés.

Négociations salariales et réformes du travail

Les négociations sur le salaire minimum pour 2026 ont échoué : les syndicats réclamaient une hausse de 11,8 % (991 EUR) pour préserver le pouvoir d'achat, tandis que les employeurs proposaient 4 % de progression, en ligne avec la faible croissance économique actuelle. Le salaire moyen a progressé de 5,9 % au T3, à 2 075 EUR, avec de fortes disparités régionales (Harju 2 324 EUR, Valga 1 549 EUR). Swedbank anticipe une croissance salariale d'environ 6 % en 2026, mais le pouvoir d'achat net progressera surtout après la réforme fiscale (abattement uniforme de 700 EUR/mois).

Aussi, le ministère de l'Intérieur propose une réforme permettant aux travailleurs étrangers de changer d'employeur sans renouveler leur permis de résidence et de rester jusqu'à six mois sans emploi pendant la validité de leur titre de séjour. Cette simplification concernerait environ 700 personnes par an. Elle étend aussi certains droits sociaux (allocations parentales, invalidité, retraite) aux détenteurs de visas longue durée, sous conditions de cotisation.

Lettonie

Accélération de la croissance au T3 2025

Le PIB de la Lettonie a progressé de 1,7 % en g.a sur les neuf premiers mois de l'année, selon le Bureau national des statistiques. La croissance a été portée par l'industrie manufacturière, la construction, le commerce et les activités immobilières, tandis que la santé, l'agriculture, la foresterie et la pêche ont reculé. La consommation progresse de 1,8 % en g.a et de 0,4 % par rapport au trimestre précédent, soutenue par le commerce de détail, la restauration, les activités culturelles et de loisirs. Malgré les tensions sur le commerce mondial, les exportations de la Lettonie augmentent de 4,4 % et les importations de 7,7 %, l'industrie manufacturière, orientée vers l'export connaissant une croissance particulièrement soutenue.

Progression des salaires au T3 2023

Le salaire moyen mensuel brut a atteint 1 835 EUR au T3 2025, en hausse de 7,8 % en g.a. Les secteurs les mieux rémunérés sont la finance, l'assurance, les services d'information et de communication, l'énergie et l'industrie et l'administration publique. Les salaires les plus bas concernent l'hébergement et la restauration (1 182 EUR).

Difficultés financières pour 11 % de la population

Selon une enquête de la banque Luminor, 11 % des Lettons peinent à couvrir leurs dépenses essentielles et jugent leur situation financière « mauvaise » ou « très mauvaise », tandis que 40 % l'estiment « bonne » ou « très bonne ». Les disparités régionales sont fortes : près de 50 % des habitants de Riga se disent confiants, contre 28 % dans l'Est du pays.

Premières licences MiCA délivrées

La Banque de Lettonie a délivré aux entreprises « Block Ben » et « Nexdesk » les deux premières licences MiCA (Markets in Crypto-Assets) dans le pays, leur permettant d'opérer avec des cryptoactifs au sein de l'Union européenne. Cinq autres entreprises ont soumis une demande de licence, et douze se trouvent au stade des consultations préalables à l'octroi de la licence.

Record de signalements pour violation des sanctions

En 2025, la Cellule de renseignement financier lettone recense plus de 600 cas potentiels de violation des sanctions visant la Russie, soit environ 10 % de l'ensemble des transactions suspectes signalées. Plus de la moitié concernent des comptes détenus dans des établissements de crédit soumis à des sanctions, principalement des banques russes. Environ 25 % portent sur la fourniture de services interdits à des entreprises russes, tandis que 15 % concernent l'exportation de biens soumis à des sanctions vers la Russie, la Biélorussie ou des pays tiers, majoritairement des réexportations en transit par la Lettonie.

Lituanie

Progression inégale de la production industrielle

En novembre, la production industrielle a progressé de 3 % en g.a. L'industrie chimique a connu un net rebond (+21 %, après une baisse de 6,5 % en octobre), tout comme les activités manufacturières et de réparation de véhicules motorisés (+11 %, après -21 % le mois précédent). À l'inverse, la production pharmaceutique s'est nettement repliée (-26,5 %), tout comme celle des équipements de transport (-8,9 %) et des boissons (-6 %).

Creusement du déficit commercial

Sur les onze premiers mois de 2025, les exportations de biens lituaniens ont légèrement reculé pour s'établir à 33,8 Mds EUR (-0,8 % en g.a.), tandis que les importations ont progressé à 39,8 Mds EUR (+4,4 %). Le fléchissement des exportations s'explique par la baisse des ventes d'hydrocarbures raffinés (-3,9 %) et de produits chimiques (-18 %). À l'inverse, la hausse des importations a été portée par l'augmentation des achats d'équipements et de machines électriques (+14 %), de véhicules (+10 %) et de pièces automobiles détachées (+6 %). Sur la même période, les principaux partenaires commerciaux de la Lituanie demeurent la Lettonie, la Pologne et l'Allemagne. La France se classe au 10^{ème} rang des partenaires à l'exportation et au 15^{ème} rang à l'importation.

Maintien d'une inflation élevée

Après novembre (+3,6 % en g.a.), l'inflation est demeurée élevée en décembre (+3,2 %). Elle a été principalement soutenue par la hausse des prix de l'alimentation (+4,2 %), de l'alcool et du tabac (+8,1 %), des services de santé (+3,8 %) ainsi que de l'hôtellerie-restauration (+6,2 %). En revanche, l'augmentation des prix de l'énergie et du logement est restée modérée (+1,5 %), tout comme celle des transports (+0,3 %). Sur l'ensemble de l'année 2025, l'inflation moyenne est demeurée élevée (+3,4 %), portée principalement par les prix alimentaires, les services de santé et l'hôtellerie-restauration.

Perspectives de croissance favorables pour 2026

Selon les dernières prévisions de la Banque de Lituanie, la croissance du PIB devrait atteindre 2,5 % en 2025 (-0,2 pp par rapport aux projections de septembre). Elle devrait s'accélérer par la suite : 3,2 % en 2026, 2,3 % en 2027 et 3 % en 2028. Cette dynamique serait principalement soutenue par le rebond de la consommation, tant privée – notamment en 2026 et 2028 avec le retrait partiel des fonds du pilier II des régimes de retraite – que publique, sous la hausse des dépenses de défense et d'infrastructures. L'investissement devrait également se redresser (+6,5 % en 2025), mais le solde commercial ne devrait pas s'améliorer.

Adoption du budget pour l'année 2026

Le Parlement a adopté le budget 2026, qui prévoit un déficit public inédit depuis la pandémie, à 5 % du PIB, principalement en raison de la forte hausse des dépenses de défense, portées à 5,4 % du PIB. Cette évolution devrait entraîner une augmentation de la dette publique à 45,4 % du PIB, contre 39,9 % en 2025. La loi de finances prévoit 21 Mds EUR de recettes et 27,5 Mds EUR de dépenses. Les dépenses sociales devraient représenter plus de la moitié du total (12,6 Mds EUR), devant celles consacrées à la santé et à l'éducation (4,8 Mds EUR chacune), tandis que le budget de la défense atteindrait également 4,8 Mds EUR.

Côté recettes, la réforme du cadre fiscal, adoptée en juin 2025 et entrant en vigueur en janvier 2026, devrait générer environ 279 M EUR supplémentaires, via notamment la hausse du taux de l'impôt sur les sociétés (de 16 % à 17 % ; et de 6 % à 7 % pour les PME), la réforme de l'imposition des auto-entrepreneurs (jusqu'ici largement exemptés), l'introduction d'un barème de l'impôt sur le revenu à trois taux (20 %, 25 % et 32 %) et l'élargissement de certaines taxes indirectes. Enfin, l'année 2026 sera marquée par un volume record de financements européens (2,9 Mds EUR) et par la revalorisation du salaire minimum à 1 153 EUR par mois.

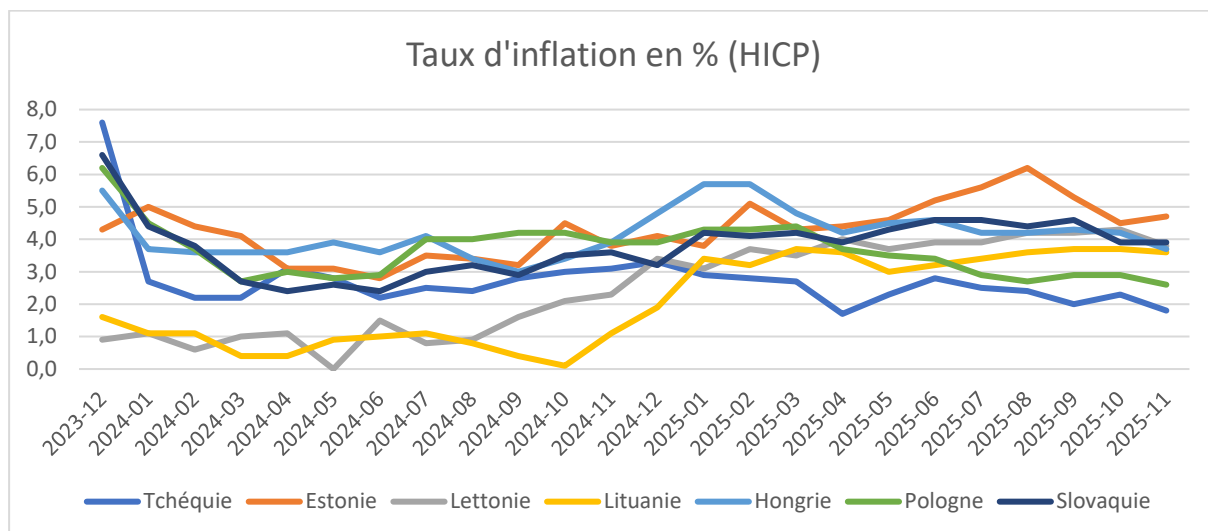
Flux record d'IDE au T3 2025

Au T3 2025, les investissements directs à l'étranger (IDE) entrants en Lituanie ont doublé en g.a, portant le stock total à 42,9 Mds EUR. Cette hausse des flux s'explique principalement par les investissements en provenance du Royaume-Uni (1,5 Mds EUR), majoritairement constitués d'instruments de dette. Sur la même période, la France un reçu un flux important d'IDE lituaniens (33 M EUR), portant le stock total d'IDE lituaniens en France à 77 M EUR.

Deux licences MiCA délivrées en décembre

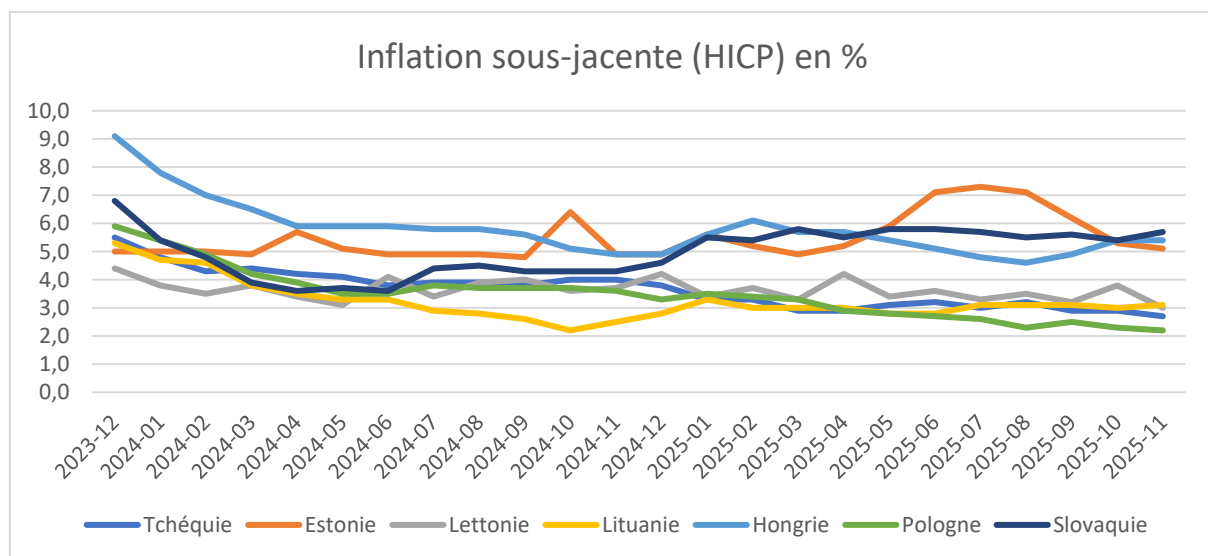
En décembre 2025, la Lituanie n'a délivré que deux licences MiCA, attribuées à Nuvei Liquidity et Decentralized. Jusqu'à présent, seule la fintech américaine Robinhood avait obtenu ce type de licence. Selon la Banque de Lituanie, sur plus de 300 entreprises liées aux cryptomonnaies enregistrées dans le pays, une soixantaine avaient déposé une demande de licence MiCA. Bifinity, filiale de Binance, n'a pas encore obtenu de licence. La Banque de Lituanie a toutefois précisé que six candidatures restent à l'examen.

Indicateurs macroéconomiques



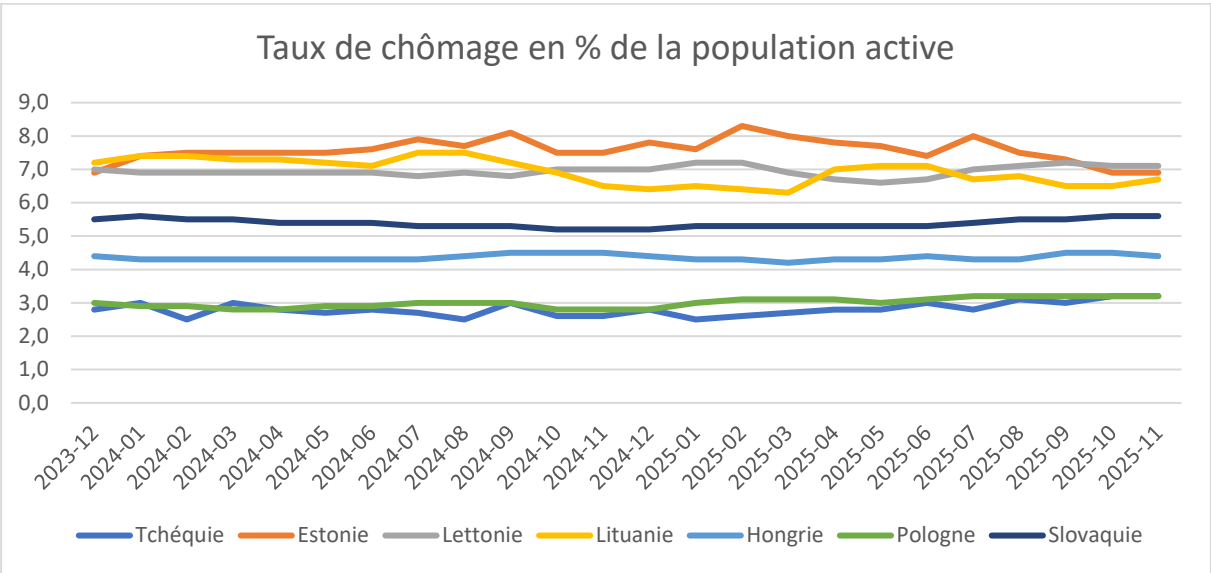
	déc-24	juil-25	août-25	sept-25	oct-25	nov-25
Tchéquie	3,3	2,5	2,4	2,0	2,3	1,8
Estonie	4,1	5,6	6,2	5,3	4,5	4,7
Lettonie	3,4	3,9	4,2	4,2	4,3	3,8
Lituanie	1,9	3,4	3,6	3,7	3,7	3,6
Hongrie	4,8	4,2	4,2	4,3	4,2	3,7
Pologne	3,9	2,9	2,7	2,9	2,9	2,6
Slovaquie	3,2	4,6	4,4	4,6	3,9	3,9
Ukraine	12,0	14,1	13,2	10,9	10,9	8

Sources : Eurostat, Centre for Economic Strategy



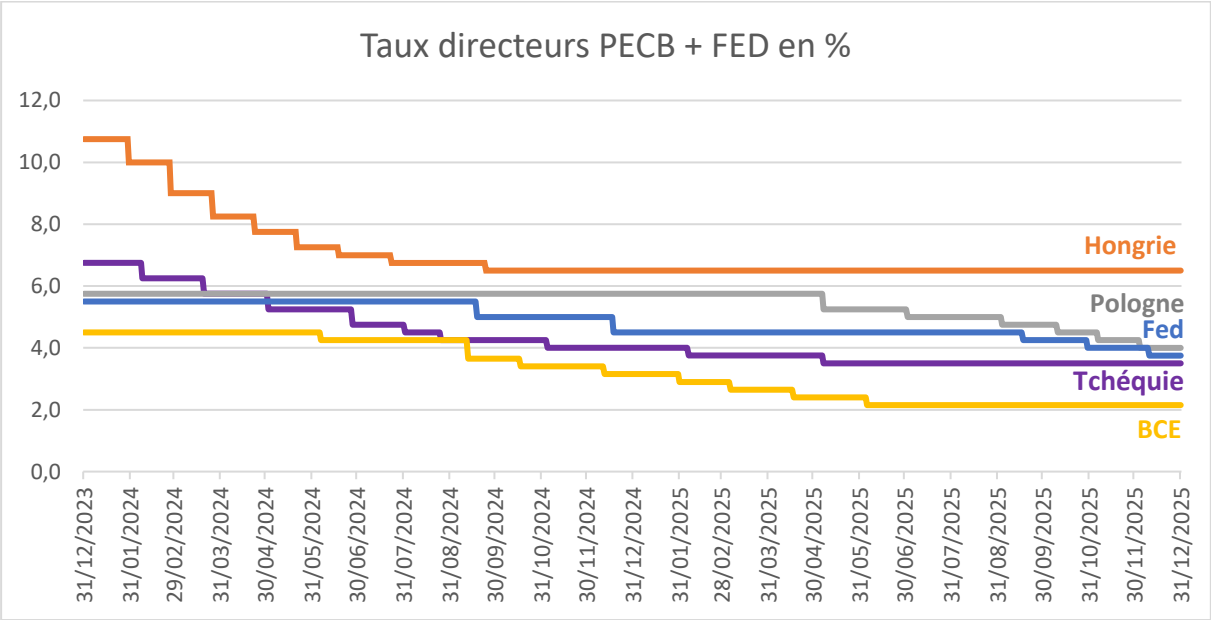
	déc-24	juil-25	août-25	sept-25	oct-25	nov-25
Tchéquie	3,8	3	3,2	2,9	2,9	2,7
Estonie	4,9	7,3	7,1	6,2	5,3	5,1
Lettonie	4,2	3,3	3,5	3,2	3,8	3
Lituanie	2,8	3,1	3,1	3,1	3	3,1
Hongrie	4,9	4,8	4,6	4,9	5,4	5,4
Pologne	3,3	2,6	2,3	2,5	2,3	2,2
Slovaquie	4,6	5,7	5,5	5,6	5,4	5,7

Source : Eurostat (données Ukraine indisponibles)



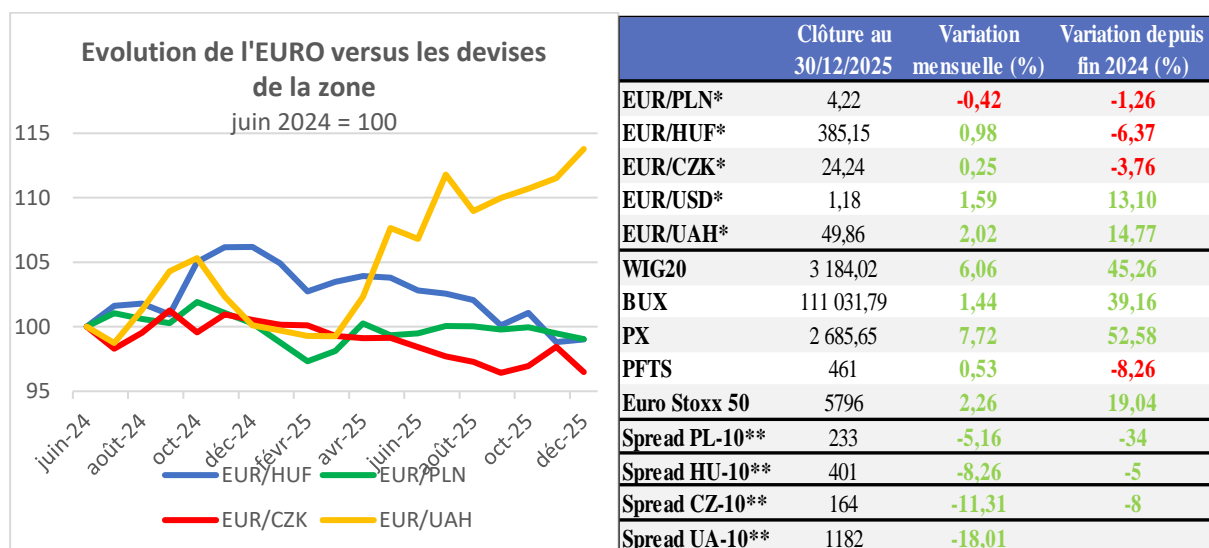
	déc-24	juil-25	août-25	sept-25	oct-25	nov-25
Tchéquie	2,8	2,8	3,1	3	3,2	3,2
Estonie	7,8	8	7,5	7,3	6,9	6,9
Lettonie	7	7	7,1	7,2	7,1	7,1
Lituanie	6,4	6,7	6,8	6,5	6,5	6,7
Hongrie	4,4	4,3	4,3	4,5	4,5	4,4
Pologne	2,8	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2
Slovaquie	5,2	5,4	5,5	5,5	5,6	5,6
Ukraine	14,2	11,2	15,3	11,4	13	15,5

Sources : Eurostat, Center for Economic Strategy



	déc-24	juil-25	août-25	sept-25	oct-25	nov-25
Tchéquie	4	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Hongrie	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
Pologne	5,75	5	5	4,75	4,5	4,25
Ukraine	13,5	15,5	15,5	15,5	15,5	15,5
BCE	3,15	2,15	2,15	2,15	2,15	2,15
FED	4,5	4,5	4,5	4,25	4,0	4,0

Sources : Banques centrales nationales, BCE



	Pologne	Hongrie	Tchéquie	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie	Ukraine
PIB nominal (M EUR)								
2023	748 923,40	196 639,00	317 385,80	122 918,90	38 187,80	39 372,40	73 792,80	165 320,00
2024	840 131,50	205 282,40	318 895,70	129 971,50	39 510,10	40 208,40	77 940,00	175 930,00
Taux de croissance du PIB réel (% , g.a.)								
2023	0,1	-0,9 (p)	-0,1	1,4	-3	2,9	0,3	5,3
2024	2,9	0,5 (p)	1,1	2	-0,3	-0,4	2,7	3,5
Populations (milliers)								
2023	36 753,74 (p)	9 599,74	10 827,53	5 428,79	1 365,88	1 883 ,01	2 857,28	34 026,00
2024	36 620,97	9 584,63	10 900,56	5 424,69	1 374,69	1 871,89	2 885,89	33 343,00
Solde public (% PIB)								
2023	-5,3	-6,7	-3,8	-5,2	-3,1	-2,4	-0,7	-19,61
2024	-6,6	-4,9	-2,2	-5,3	-1,5	-1,8	-1,3	-17,70
Dettes publiques brutes (% PIB)								
2023	49,5	73	42,5	55,6	20,2	44,6	37,3	82,3
2024	55,3	73,5	43,6	59,3	23,6	46,8	38,2	89,8
Solde du compte courant (% PIB)								
2023	1,8	0,3	-0,1	-0,9	-1,7	-3,9	1,1	-5,4
2024	0,2	2,2	1,8	-2,8	-1,1	-2,1	2,5	-7,0

Sources : Eurostat, FMI

(p) : données provisoires ; (r) : rupture dans la série chronologique

Dossier du mois :

Relations économiques et commerciales avec la Chine

L'année 2025 a confirmé la montée en visibilité et en adoption de nombreux produits de consommation chinois sur le marché européen, dans un contexte où les surcapacités de production en Chine, combinées à des droits de douanes élevés imposés par les États-Unis, pourraient conduire à une réorientation des exportations chinoises vers l'Europe, et plus particulièrement vers la région d'Europe centrale et balte (ECB).

Dans le contexte de l'activité économique de la région - marquée par l'importance de l'industrie automobile, des transports et des secteurs manufacturiers, autant de domaines où les coopérations avec les entreprises chinoises sont naturelles - le partenariat avec l'économie chinoise, consolidé au cours des années 2010 notamment via la plateforme 16+1, tire parti de ces dynamiques.

Au gré de l'augmentation continue des échanges depuis vingt ans, la part de la Chine dans le commerce régional s'est renforcée, en premier lieu à travers la croissance des exportations régionales vers le marché chinois.

Cette tendance offre l'occasion d'examiner l'ampleur du rapprochement économique croissant entre ces deux régions et de souligner la spécificité de l'Europe centrale et balte au sein des relations entre l'Union européenne et la Chine. Si les économies d'ECB importent, à l'instar du reste de l'Union, une large variété de produits chinois destinés à la fois à l'approvisionnement des industries locales et à la consommation courante, le commerce inverse reste nettement moins prononcé pour plusieurs pays de la région comparativement à d'autres États membres.

Cette asymétrie est particulièrement marquée pour certains pays, comme la Hongrie, où d'importants investissements chinois soutiennent les approvisionnements de l'industrie locale, et moins pour d'autres, comme la Slovaquie, qui conserve un déficit bilatéral faible, soutenu par ses exportations automobiles. Par ailleurs, certains flux d'importations de ces économies demeurent peu diversifiés, les exposant aux fluctuations de l'offre chinoise.

Point de méthode 1 :

Dans le présent dossier, le périmètre des données mobilisées correspond à celui de la « Chine continentale, hors Hong Kong », et n'inclut pas les données relatives à Taiwan et Macao, lesquels disposent, au sein d'Eurostat, de leur catégorie statistique propre.

1. Commerce de biens

Point de méthode 2 :

Les données relatives au commerce de biens sont présentées en glissement annuel (g.a), comparant la période d'octobre 2024 à septembre 2025 avec celle de janvier à décembre 2024 – *sauf pour certaines comparaisons annuelles, par exemple entre 2004 et 2024.*

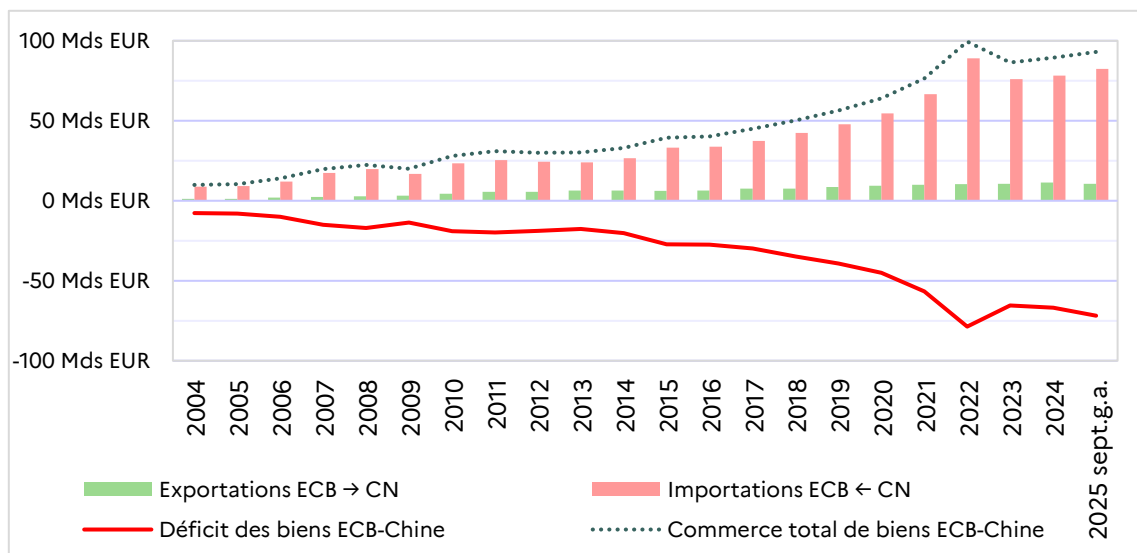
1.1. Principaux agrégats des échanges de biens

Entre octobre 2024 et septembre 2025, les échanges de biens entre la Chine et les pays d'Europe centrale et balte (ECB) se sont élevés à 93,0 Mds EUR. La Chine échange principalement avec la Pologne (40,0 Mds EUR), la Tchèque (28,7 Mds EUR), la Hongrie (12,9 Mds EUR) et la Slovaquie (6,9 Mds EUR), tandis que les États baltes représentent des volumes plus modestes (Lituanie : 2,4 Mds EUR ; Estonie : 1,3 Md EUR ; Lettonie : 1,2 Md EUR).

Ces flux sont en progression constante depuis 2004 et la Chine représente 5,0 % en g.a. en septembre 2025 du commerce total de biens de la région, laquelle échange cependant bien davantage avec l'UE (73,7 %).

Les exportations de la région vers la Chine (10,5 Mds EUR en g.a. en septembre 2025) demeurent structurellement inférieures aux importations (82,4 Mds EUR) - **graphique 1**. Le déficit régional atteint ainsi 71,9 Mds EUR (contribuant au déficit global de l'UE vis-à-vis de la Chine, de 356,4 Mds EUR), avec un taux de couverture des échanges de biens des pays de l'ECB avec la Chine de 13 % seulement (contre 36 % pour l'UE). Les échanges avec la Chine sont donc plus déséquilibrés pour les économies de la région que la moyenne européenne, en raison de la faiblesse des exportations régionales vers le marché chinois.

Graphique 1 : Echanges de biens entre la Chine et les pays d'ECB (en Mds EUR)



La région apparaît en effet moins exposée à la demande chinoise que l'UE dans son ensemble. Entre octobre 2024 et septembre 2025, la Chine représentait 8,9 % des importations de l'Europe centrale et balte mais seulement 1,1 % de ses exportations. A titre de comparaison, si la part de la Chine dans les importations de l'UE est proche (8,5 %), elle constitue un débouché plus significatif pour les exportations européennes (2,8 %).

L'importance de la Chine comme partenaire commercial varie sensiblement selon les économies d'ECB. Elle est relativement plus élevée pour la Tchéquie (6,1 % du commerce extérieur total) et la Pologne (5,5 %) que pour la Slovaquie (2,9 %) et la Lettonie (2,8 %). La Hongrie (4,4 %), l'Estonie (3,3 %) et la Lituanie (3,1 %) occupent une position intermédiaire.

Si toutes les économies de la région affichent un déficit bilatéral avec la Chine, la Slovaquie se distingue par un taux de couverture nettement moins dégradé, à 55 %, contre des niveaux compris entre 8,5 % en Pologne et 23 % en Lettonie pour le reste de la région. Cette singularité s'explique principalement par l'importance des exportations de véhicules automobiles (1,8 Md EUR, code 8703), notamment les véhicules de luxe de VW – dont le marché chinois représente 20 % des exportations – et en partie ceux de JLR, permettant à la Slovaquie d'atteindre un niveau d'exportations vers la Chine proche de celui de la Pologne, malgré un PIB environ six fois inférieur.

À titre de comparaison, les échanges de biens de la région avec la États-Unis sont sensiblement plus faibles, représentant environ 3,0 % du commerce total des pays d'ECB. Ils sont en revanche moins déséquilibrés, les États-Unis comptant pour 3,3 % des exportations et 2,3 % des importations régionales. Outre un moindre déséquilibre, le solde commercial est favorable aux économies d'Europe centrale et balte, avec un taux de couverture supérieur à 150 %.

1.1.1. Grands agrégats – exportations

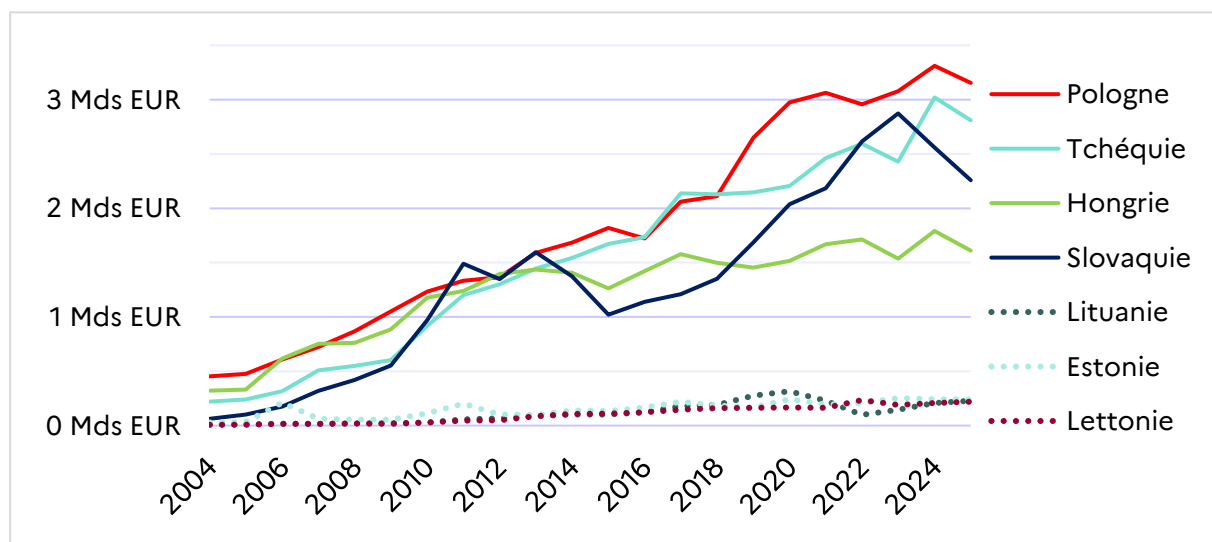
Si le débouché commercial de la région vers la Chine demeure limité, les exportations de biens vers le marché chinois ont connu une nette progression depuis 20 ans. Celles-ci sont passées de 1,1 Md EUR en 2004 à 6,4 Mds EUR en 2014, puis à 10,5 Mds EUR entre octobre 2024 et septembre 2025, soit une multiplication par près de dix sur l'ensemble de la période (+852 % entre 2004 et 2025). Cette dynamique est près de deux fois plus rapide que celle des exportations totales de la région vers le reste du monde, lesquelles ont progressé de +375 % sur la même période (de 198,2 Mds EUR en 2004 à 942,1 Mds EUR en 2025).

Sur la dernière décennie (2015-2025), la croissance des exportations vers la Chine (+72 %) apparaît hétérogène selon les pays. Elle est particulièrement soutenue en Lituanie (+123 %), en Slovaquie (+121 %) et en Lettonie (+99 %), tandis qu'elle est nettement plus modérée en Hongrie (+28 %). La Pologne (+73 %), la Tchéquie (+68 %) et l'Estonie (+77 %) se situent à des niveaux intermédiaires.

En valeur absolue, ce sont toutefois les grands pays industriels de la région qui concentrent l'essentiel des flux. Les exportations Pologne-Chine ont augmenté de 1,3 Md EUR sur dix ans, pour atteindre 3,1 Mds EUR en 2025 ; celles de la Slovaquie ont progressé de 1,2 Md EUR, à 2,3 Mds EUR, et celles de la Tchéquie de 1,1 Md EUR, à 2,8 Mds EUR. Les exportations hongroises demeurent plus modestes (1,6 Md EUR en 2025) et ont progressé plus lentement (+347 M EUR entre 2015 et 2025), malgré le renforcement du partenariat bilatéral dans l'électromobilité, traduisant des échanges plus asymétriques que pour les autres pays du groupe de Visegrad.

Les pays baltes affichent des volumes plus limités, mais des performances relatives notables au regard de leur taille économique. L'Estonie s'impose comme le premier exportateur balte vers la Chine (240 M EUR en 2025, soit +104 M EUR par rapport à 2015), devant la Lituanie (229 M EUR, +126 M EUR) et la Lettonie (219 M EUR, +109 M EUR) - **graphique 2**. Ces résultats traduisent une surperformance relative de l'Estonie et de la Lettonie, qui atteignent des niveaux d'exportations proches de ceux de la Lituanie malgré des PIB inférieurs.

Graphique 2 : Exportations de biens des pays d'ECB à destination de la Chine (en Mds EUR)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

Sur la dernière année, les exportations vers la Chine ont toutefois reculé dans l'ensemble des pays du groupe de Visegrad, tendance observée de manière plus prolongée en Slovaquie, où le repli s'inscrit sur les deux dernières années.

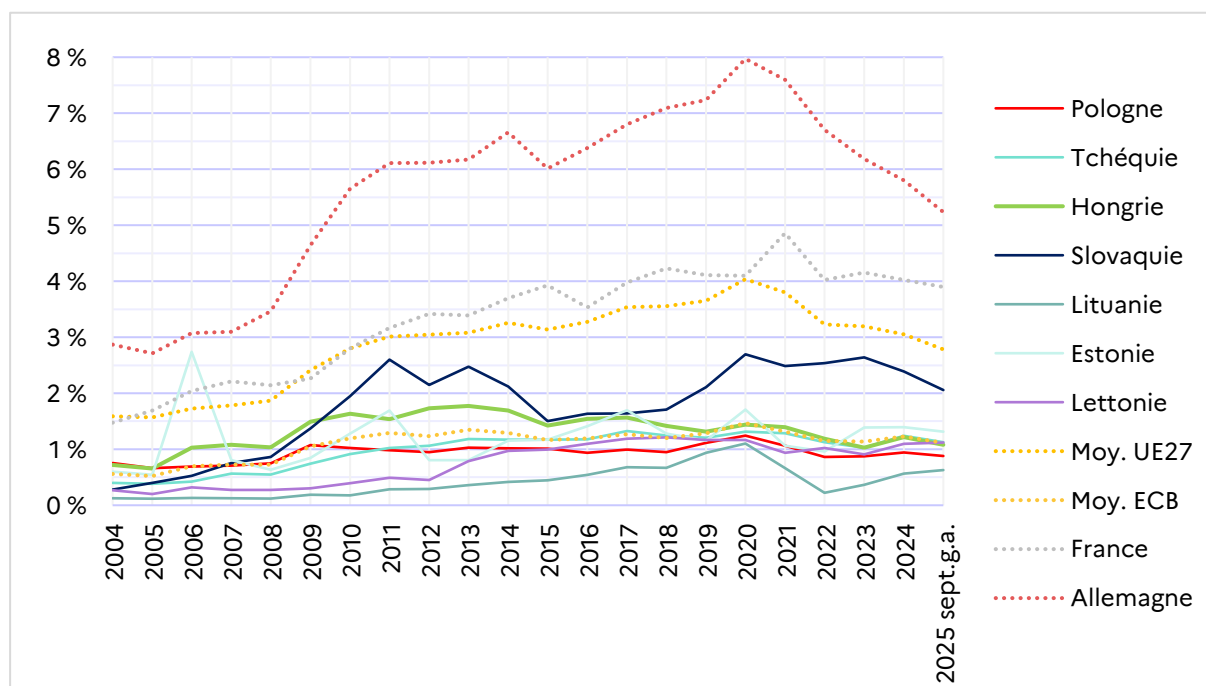
Cette contraction des exportations régionales vers la Chine en 2025 (-7,2 % en g.a. en septembre 2025) ne constitue pas une spécificité de la région, mais s'inscrit dans un mouvement plus large observé à l'échelle de l'Union européenne dans son ensemble (-8 %). Alors que les exportations totales de l'UE vers la Chine ont diminué de 14,4 Mds EUR sur la période, la région d'Europe centrale et balte contribue à hauteur de 820 M EUR à cette baisse, soit 5,7 % du recul total.

D'un point de vue sectoriel, le repli s'explique principalement par la contraction des exportations slovaques (-300 M EUR, soit -12 %), tchèques (-209 M EUR, soit -7 %) et hongroises (-182 M EUR, soit -10 %). Il reflète notamment la diminution marquée des exportations automobiles slovaques (-222 M EUR, soit -12 % sur une valeur initiale de 2 Mds EUR), en lien avec la montée en capacité de la production domestique chinoise dans ce segment. En Pologne, la baisse des exportations de cuivre raffiné (-83 M EUR, soit -15 %, code 7403) contribue également au repli observé, une évolution qui pourrait s'expliquer à moyen terme par l'amélioration des capacités chinoises de recyclage de ce métal.

En dépit de la progression observée sur le long terme, le débouché chinois demeure secondaire pour les exportateurs de la région, représentant environ un tiers seulement des exportations régionales à destination des États-Unis. La Chine ne capte ainsi que 1,1 % des ventes de biens de l'Europe centrale et balte, contre 2,8 % pour l'Union européenne dans son ensemble - **graphique 3**.

La Slovaquie fait figure d'exception, avec une exposition à la demande chinoise deux fois supérieure à la moyenne régionale : 2,1 % de ses exportations de biens sont destinées au marché chinois en g.a sur la période considérée, contre des parts comprises entre 0,6 % en Lituanie et 1,3 % en Estonie pour le reste de la région.

Graphique 3 : Part de la Chine dans les exportations de biens des pays d'ECB (en %)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

Enfin, la dynamique des exportations reste nettement moins favorable que celle des importations : sur la période 2015-2025, les exportations de l'Europe centrale et balte vers la Chine ont progressé de +72 %, contre +143 % pour les importations, accentuant le déséquilibre structurel des échanges commerciaux avec la Chine.

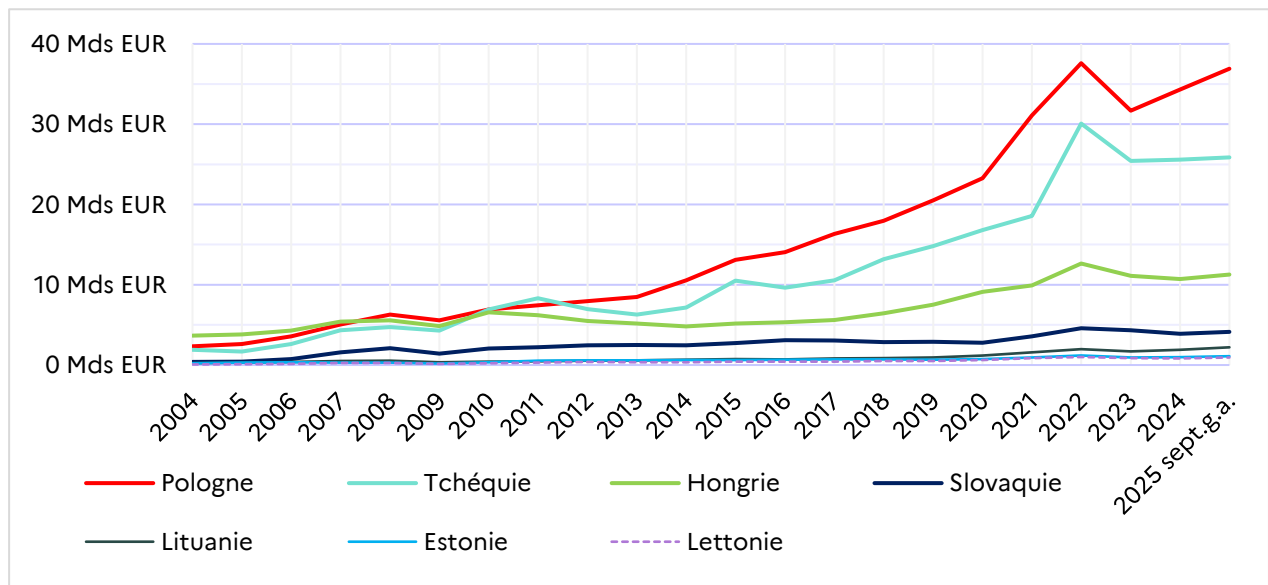
1.1.2. Grands agrégats - importations

Les importations de biens chinois de l'Europe centrale et balte se sont élevées à 82,4 Mds EUR en 2025 (en g.a. en septembre 2025). Elles ont connu une progression très soutenue sur longue période, en hausse de +837 % sur vingt ans, dynamique qui demeure également marquée à plus court terme (+143 % sur la période 2015-2025).

Sur la dernière décennie, la croissance des importations apparaît hétérogène selon les pays. Elle est particulièrement élevée en Lituanie (+204 % entre 2015 et 2025) et en Pologne (+182 %), devant la Tchèque (+146 %), la Lettonie (+130 %) et la Hongrie (+119 %). L'Estonie (+78 %) et surtout la Slovaquie (+50 %) se distinguent par une progression plus modérée.

En valeur absolue, la hausse des importations est tirée en premier lieu par les grandes économies industrielles de la région. Les importations polonaises de biens chinois ont augmenté de 24 Mds EUR entre 2015 et 2025, pour atteindre 36,9 Mds EUR en 2025. Elles ont progressé de 15,3 Mds EUR en Tchèque, pour s'établir à 25,9 Mds EUR, et de 6,1 Mds EUR en Hongrie, à 11,3 Mds EUR. À cet égard, la progression des importations de la Lituanie (+1,5 Md EUR, à 2,2 Mds EUR) est comparable à celle de la Slovaquie (+1,4 Md EUR, à 4,1 Mds EUR), en dépit d'un PIB slovaque sensiblement plus élevé (ratio 1,7) - graphique 4.

Graphique 4 : Importations de biens des pays d'ECB depuis la Chine (en Mds EUR)



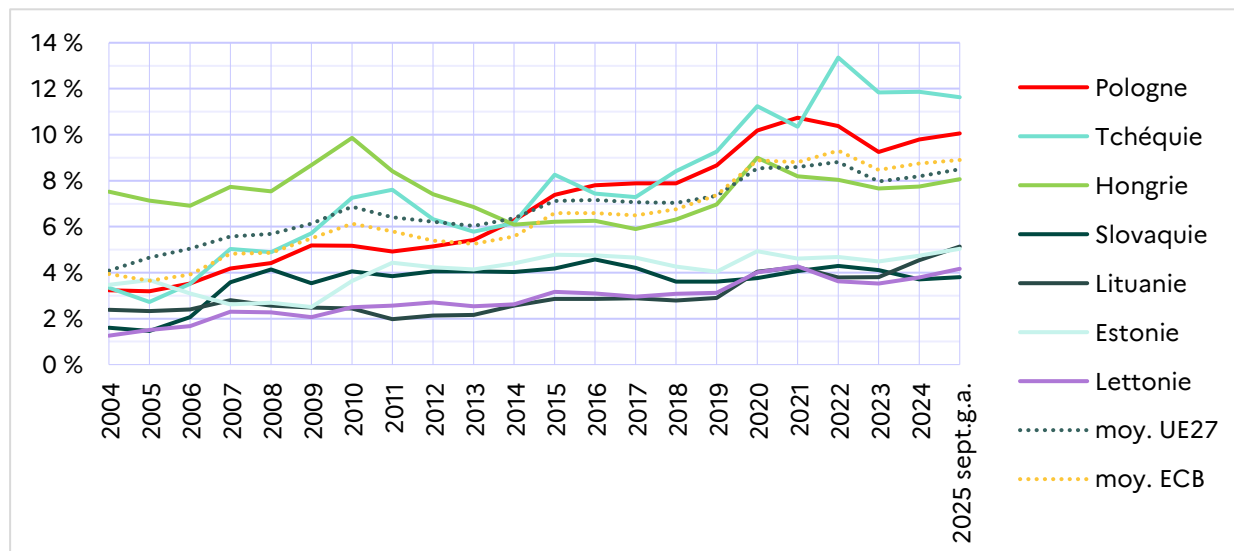
Sources : Eurostat, SER de Varsovie

L'écart très marqué entre importations et exportations explique les déficits bilatéraux élevés et les faibles taux de couverture observés dans l'ensemble des économies de la région – à l'exception notable de la Slovaquie :

- Pologne : avec 3,1 Mds EUR d'exportations de biens pour 36,9 Mds EUR d'importations en 2025 (entre octobre 2024 et septembre 2025), le déficit bilatéral atteint 33,8 Mds EUR, pour un taux de couverture de 8,5 % ;
- Tchèque : avec 2,8 Mds d'exportations pour 25,9 Mds EUR d'importations, soit un déficit de 23 Mds EUR et un taux de couverture de 11 % ;
- Hongrie : avec 1,6 Md EUR d'exportations pour 11,3 Mds EUR d'importations, correspondant à un déficit de 10,0 Mds EUR et un taux de couverture de 14 % ;
- Slovaquie : avec 2,2 Mds EUR d'exportations pour 4,1 Mds EUR d'importations, soit un déficit limité au regard de la taille de l'économie (-1,9 Md EUR) et un taux de couverture élevé (55 %) ;
- Lituanie : avec 229 M EUR d'exportations pour 2,2 Mds EUR d'importations, entraînant un déficit de 2,0 Mds EUR et un taux de couverture de 10,4 % ;
- L'Estonie : avec 240 M EUR d'exportations pour 1,1 Md EUR d'importations, soit un déficit de 873 M EUR et un taux de couverture de 21 % ;
- Lettonie : avec 219 M EUR d'exportations pour 959 M EUR d'importations, correspondant à un déficit de 740 M EUR et un taux de couverture de 23 %.

Sur longue période, la progression des importations de biens chinois en Europe centrale et balte a été deux fois plus rapide que la moyenne de l'Union européenne (+837 % contre +411 % entre janv.2005-dec.2005 et oct.2024-sept.2025). En conséquence, la part de marché de la Chine dans les importations régionales a plus que doublé, passant de 3,9 % en 2004 à 8,9 % du total sur la période octobre 2024 - septembre 2025 - graphique 5.

Graphique 5 : Part de la Chine dans les importations de biens des pays d'ECB (en %)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

La part de la Chine dans les importations de la Tchéquie (11,6 %) et de la Pologne (10,1 %) dépasse ainsi la moyenne observée au sein de l'UE (8,5 %), contrastant avec la moindre exposition de la Slovaquie (3,8 %) et des pays baltes (Lituanie : 5,1 % ; Estonie : 5,0 % ; Lettonie : 4,2 %). Dans l'ensemble des pays de la région, l'importance de la Chine comme fournisseur demeure toutefois nettement supérieure à celle des États-Unis : à titre de comparaison, la part des importations américaines dans chacun des pays d'ECB était inférieure à 4 % en 2024.

1.2. Structure des échanges de biens

1.2.1. Exportations

Les exportations de biens de l'Europe centrale et balte vers la Chine, d'un montant limité (10,5 Mds EUR en septembre 2025, en g.a.), présentent une forte concentration sectorielle, dominée par les industries des transports, tout en traduisant l'importance de certaines spécialisations nationales, au premier rang desquelles la filière cuivre polonaise.

Ainsi, trois postes concentrent une part significative des exportations régionales vers la Chine :

- (i) Les véhicules automobiles (code 8703) constituent le premier poste avec 1,9 Md EUR de ventes, représentant 17,7 % des exportations régionales de biens vers la Chine ;
- (ii) Le cuivre non raffiné et les anodes de cuivre pour raffinage électrolytique (code 7402) (4,7 %) ;
- (iii) Les réacteurs et turbines (code 8411), complètent le podium (3,8 %).

L'industrie automobile constitue ainsi le principal vecteur des exportations régionales vers la Chine. Les ventes de véhicules assemblés sont quasi exclusivement portées par la Slovaquie (1,8 Md EUR), mais cette spécialisation s'étend également aux composants et équipements, en particulier au sein du groupe de Visegrad :

- Les **châssis pour véhicules (code 8706)** constituent le troisième poste d'exportation de la Pologne vers la Chine (85 M EUR) ;
- Les **moteurs électriques (code 8501)** sont le troisième poste bilatéral de la Hongrie (68 M EUR) et le septième poste de la Tchéquie (65 M EUR) ;
- Les **autres pièces et équipements pour véhicules (code 8708)** représentent le quatrième poste d'exportation de la Hongrie (64 M EUR) et le quatrième de la Slovaquie (32 M EUR).

Le deuxième poste d'exportation régional, le cuivre non raffiné, reflète une spécialisation quasi exclusivement polonaise : sur un total régional de 490 M EUR, la Pologne concentre 488 M EUR d'exportations. En complément, des flux significatifs de **déchets de cuivre (code 7404)**, non comptabilisés dans ce poste, sont observés en provenance de Lituanie (30 M EUR) et de Lettonie (23 M EUR).

Les réacteurs et turbines (troisième poste régional) sont principalement exportés par la Pologne (355 M EUR), pour laquelle ils constituent le deuxième poste d'exportation (cf. industrie de motorisation aéronautique dans la « Vallée de l'aviation ») vers la Chine, et plus marginalement par la Hongrie (9 M EUR).

Au-delà de ces produits, les exportations couvrent un éventail de secteurs présents dans l'ensemble des économies de la région :

- Concernant le **matériel électrique et informatique**, les **smartphones et composants (code 8517)** constituent le deuxième poste d'exportation de la Tchéquie (373 M EUR), le premier poste de l'Estonie (56 M EUR) et le treizième de la Hongrie (35 M EUR) ; les **appareils de raccordement électrique (code 8536)** sont le second poste d'exportations de la Tchéquie (147 M EUR) et le septième de la Hongrie (48 M EUR) ; et les **transformateurs électriques et leurs pièces (code 8504)** sont le sixième poste pour la Pologne (72 M EUR) comme pour l'Estonie (8 M EUR). Enfin, les **appareils informatiques (code 8471)** sont le deuxième poste d'exportation de la Hongrie (117 M EUR) ;
- Un important **flux de matériel optique** s'observe, avec en premier lieu les **microscopes et appareils de diffraction (code 9012)** qui sont le premier poste bilatéral de la Tchéquie (373 M EUR) ; et les **autres dispositifs à cristaux liquides (code 9013)** qui sont la deuxième exportation de la Lituanie (26 M EUR) ;
- **Dans la chimie**, les **pâtes de bois chimiques à usage dissolvant (code 4702)** sont le cinquième poste d'exportations de la Tchéquie (133 M EUR) ; les **préparations pharmaceutiques (code 3006)** sont le huitième poste d'exportations de la Hongrie (48 M EUR), les médicaments (3004) le quatorzième (31 M EUR) de la Hongrie et le cinquième pour la Lettonie (5 M EUR) ; les **réactifs de diagnostic et de laboratoires (code 3822)** sont le troisième poste de la Lituanie (21 M EUR) ;
- **Dans le secteur énergétique**, la Hongrie exporte en 2025 vers la Chine 140 M EUR d'**huiles de pétroles extraites de minéraux bitumineux** (1^{er} poste bilatéral d'exportation de la Hongrie, code 2710).

Cette structure sectorielle révèle quelques expositions ciblées à la demande chinoise, sans constituer de dépendances systémiques :

- La Pologne est exposée sur le cuivre non raffiné, la Chine représentant 20,2 % de ses exportations de ce produit (2,4 Mds EUR), ainsi que sur les châssis pour véhicules, dont 28,4 % des ventes (85 M EUR sur 301 M EUR) sont destinées au marché chinois ;
- La Tchèque présente une exposition sur les microscopes et appareils de diffraction, dont 27,1 % des exportations (1,4 Md EUR) sont réalisées en Chine, ainsi que sur les pâtes de bois chimiques à usage dissolvant, pour lesquelles la Chine concentre 55,6 % des 239 M EUR d'exportations produit ;
- L'Estonie est exposée sur les exportations de tourbe (code 2703), dont 28 % (53 M EUR sur 192 M EUR) sont destinées à la Chine ;
- Enfin, sans constituer une dépendance, la Chine représente 5,9 % des exportations slovaques de véhicules motorisés et composants (1,8 Md EUR sur un total de 30,5 Mds EUR).

1.2.2. Importations

La structure des importations de biens chinois met en évidence le rôle central de la Chine à la fois comme fournisseur de biens de consommation courante et comme maillon clé des chaînes de valeur industrielles de l'Europe centrale et balte.

Entre octobre 2024 et septembre 2025, les principaux produits importés par la région sont :

- (i) Les téléphones et leurs pièces (code 8517), pour 10,4 Mds EUR, soit 12,6 % des importations régionales depuis la Chine ;
- (ii) Les ordinateurs et appareils informatiques (code 8471), pour 5,7 Mds EUR ;
- (iii) Les accumulateurs électriques (code 8507), notamment destinés à l'industrie automobile électrique, pour 4,9 Mds EUR.

Les premiers postes d'importations des économies de la région comprennent de nombreux biens de consommation, en particulier dans l'électronique et les équipements électriques :

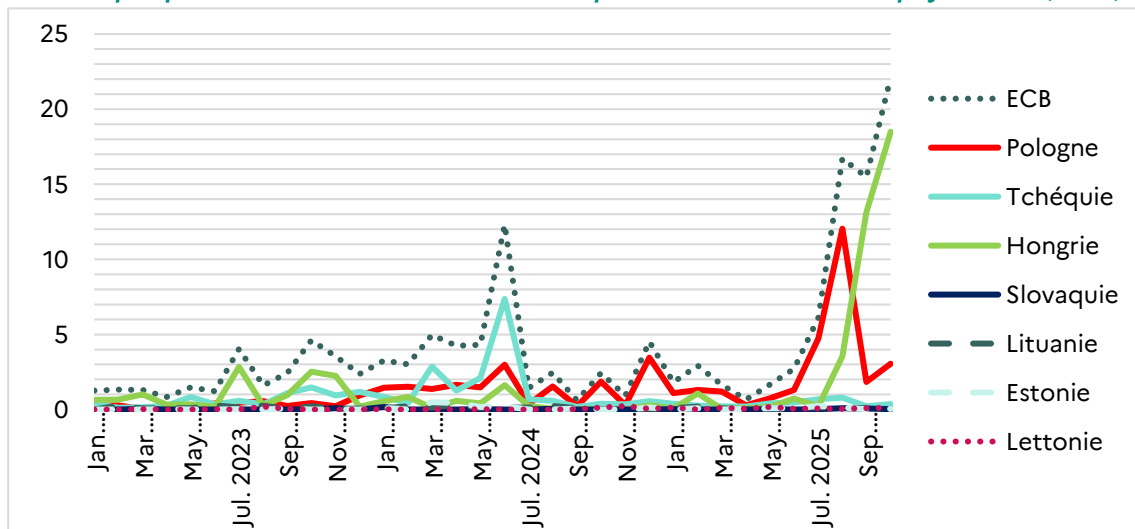
Les téléphones et leurs pièces constituent ainsi le premier poste d'importations de la Tchèque (7,5 Mds EUR) et de la Hongrie (1,3 Md EUR), ainsi que le troisième poste de la Pologne (1,1 Md EUR). Les ordinateurs et appareils informatiques représentent le deuxième poste d'importations de la Tchèque (3,9 Mds EUR) et de la Pologne (1,3 Md EUR), ainsi que le cinquième de la Hongrie (396 M EUR). Leurs équipements et accessoires (code 8473) occupent également une place importante dans les importations polonaises (892 M EUR), tchèques (629 M EUR) et hongroises (372 M EUR). Enfin, les appareils de transmission des ondes (code 8529) constituent le premier poste d'importations chinoises de la Pologne (1,4 Md EUR), illustrant la forte dépendance aux équipements de télécommunications.

On peut noter que les véhicules automobiles assemblés (code 8703) constituent le dixième poste d'importation de la Pologne (631 M EUR). Cette progression reflète en partie la percée récente des véhicules électriques de marques chinoises (MG Motor, puis BYD), dans un contexte où les subventions polonaises à l'achat de véhicules électriques ne comportent pas de critères d'origine.

Zoom 1 : Les achats de véhicules chinois

En Pologne et Hongrie en particulier, les automobiles électriques chinoises sont choisies par un nombre très croissant de consommateurs : les importations régionales mensuelles, qui n'avaient dépassé qu'une fois les 10 M EUR en 2024, ont dépassé 3 fois les 15 M EUR entre janvier et octobre 2025. **La part de marché chinoise a triplé entre 2023 et 2025, et connaît des pics inédits** : en juin 2024 (5,1 % en moyenne en ECB, 13,6 % en Tchéquie, 4,5 % en Hongrie) et en août 2025 (6,7 % en moyenne en ECB, 10,8 % en Pologne, 8,0 % en Hongrie) notamment, ainsi qu'en octobre 2025, mois auquel la Chine atteint une part de marché régionale de 16 %, portée principalement par les achats hongrois (26 % de part de marché en Hongrie) - **graphique 6**.

Graphique 6 : Part de la Chine dans les importations de biens des pays d'ECB (en %)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

Au-delà des biens de consommation, la Chine est un fournisseur essentiel d'intrants industriels, en particulier pour les industries automobiles, électriques et électroniques, piliers des économies d'ECB :

Dans l'industrie automobile, les importations **d'accumulateurs électriques (code 8507)** occupent une place centrale : elles constituent le quatrième poste d'importations de la Pologne (989 M EUR), le troisième de la Tchéquie (2,4 Mds EUR), le deuxième de la Hongrie (1,0 Md EUR), le deuxième de la Slovaquie (351 M EUR) et le deuxième de l'Estonie (61 M EUR). Les **moteurs électriques assemblés (code 8501)** figurent également parmi les importations significatives, notamment en Slovaquie (101 M EUR, sixième poste).

De plus, les **pièces et équipements pour véhicules (code 8708)** constituent le premier poste d'importations chinoises de la Slovaquie (506 M EUR), le septième de la Pologne (827 M EUR) et le septième de la Lituanie (41 M EUR).

Les autres filières industrielles dominantes de la région - électronique, équipements mécaniques et électriques - **génèrent également des importations importantes de biens intermédiaires chinois**. Les **modules d'écrans (code 8524)** sont ainsi le cinquième poste d'importations de la Pologne (914 M EUR) et le troisième de la Slovaquie (203 M EUR), alors même que la région accueille de nombreux investissements directs asiatiques dans ce secteur.

Les [transformateurs électriques \(code 8504\)](#), utilisés tant dans l'automobile que dans d'autres segments industriels (machines, réseaux électriques), constituent un poste majeur : neuvième importation de la Pologne (694 M EUR), troisième de la Hongrie (477 M EUR), septième de la Tchéquie (454 M EUR) et quatrième de la Slovaquie (195 M EUR).

Enfin, les composants électroniques occupent une place structurante. Les [semi-conducteurs discrets \(code 8541\)](#) sont le premier poste d'importations chinoises de la Lituanie (154 M EUR) et représentent 267 M EUR en Pologne et 148 M EUR en Hongrie. Dans une catégorie proche, les [circuits imprimés \(code 8534\)](#) constituent le quatrième poste d'importations de la Hongrie (434 M EUR), ainsi que des postes significatifs en Slovaquie et en Estonie.

Au sein de la région, **la structure des importations fait également apparaître des dépendances fortes et ciblées à l'offre chinoise** sur certaines matières premières critiques ou biens intermédiaires stratégiques.

S'agissant des matières premières, la Hongrie présente une forte dépendance au [graphite artificiel \(code 3801\)](#), inscrit sur la liste européenne des matières premières critiques, alors que 79 % de ses importations (147 M EUR sur 187 M EUR) proviennent de Chine.

La Slovaquie est quasi exclusivement dépendante de la Chine pour le [mica transformé \(6814\)](#) - produit isolant nécessaire à certaines productions des secteurs automobile, aérospace et de l'armement – avec 18,3 M EUR sur 18,9 M EUR (soit 97 %).

En Estonie, les [échangeurs d'ions à base de polymères](#) destinés à l'adoucissement de l'eau, la purification chimique, et la récupération d'ions métalliques ([code 3914](#)) font l'objet d'une dépendance à la Chine à hauteur de 92 % (4,6 M EUR sur 5,1 M EUR en 2025).

Enfin, la Lituanie s'approvisionne à 84 % en Chine (38 M EUR sur 45 M EUR) pour les [composés aminés à fonction oxygénée \(code 3914\)](#), intrants clés des industries pharmaceutiques, agroalimentaires et cosmétiques.

Des dépendances élevées concernent également certains composants industriels stratégiques, sans relever des matières premières critiques au sens strict. **Dans l'automobile**, la Chine fournit 42 % des [accumulateurs électriques \(code 8507\)](#) importés par la Pologne (989 M EUR sur 2,4 Mds EUR), 51 % par la Tchéquie (2,4 Mds EUR sur 4,8 Mds EUR) et 54 % par la Hongrie (1 Md EUR sur 1,8 Md EUR). Elle représente également 50 % des importations estoniennes de [pièces pour moteurs électriques \(code 8503\)](#) (20 M EUR sur 41 M EUR) et 63 % des [moteurs thermiques \(code 8412\)](#) importés par la Lettonie (24 M EUR sur 37 M EUR).

Ces vulnérabilités s'étendent à l'électronique : la Chine fournit 56 % des [circuits imprimés \(code 8534\)](#) importés par la Hongrie (434 M EUR sur 777 M EUR), 52 % de ceux importés par la Pologne (295 M EUR sur 571 M EUR) et 77 % de ceux importés par la Lituanie (76 M EUR sur 59 M EUR). Elle représente également 58 % des importations lituaniennes de [semi-conducteurs discrets \(code 8541\)](#) (154 M EUR sur 263 M EUR).

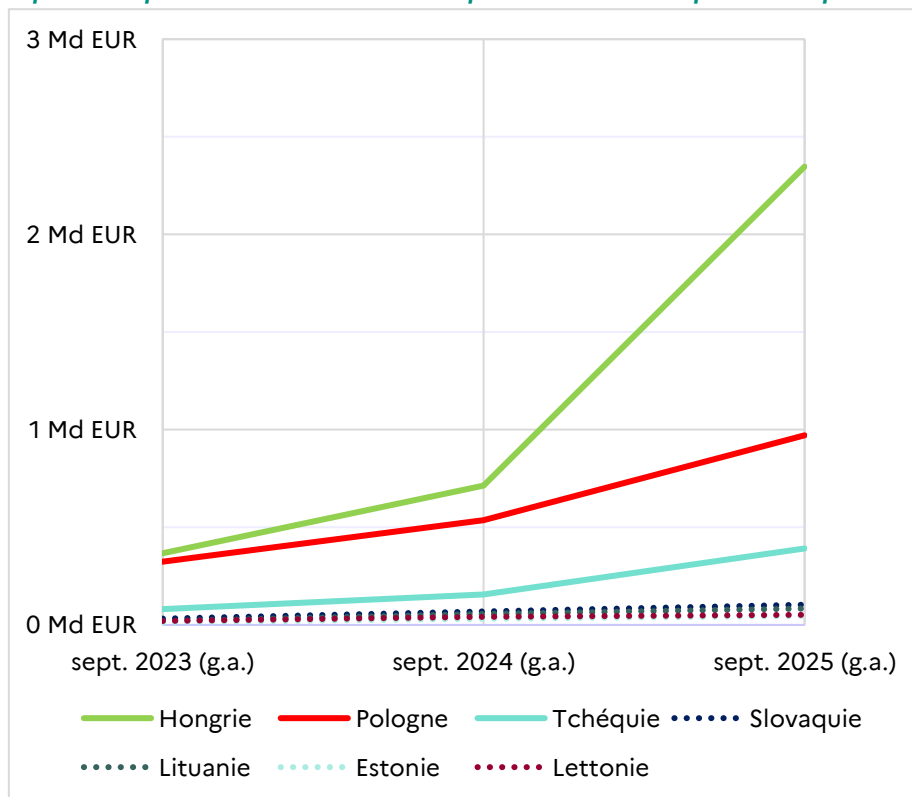
Zoom 2 : Le rôle des pays de la région comme plateformes de réexportation

On constate – vu des douanes chinoises – une forte hausse en matière d’exportations de « petits colis » vers l’Europe centrale et balte. En effet, les ventes sous la référence « produits divers exportés de faible valeur » (code 9804) ont quadruplé en trois années : passant de 860 M EUR sur oct.2022-sept2023, à 1,6 Md EUR sur oct.2023-sept2024, puis 4,0 Mds EUR sur oct.2024-sept.2025.

La dynamique régionale est singulière : les pays d’ECB ont représenté 10 % de l’augmentation mondiale du flux de petit colis chinois, et l’augmentation en valeur observée en ECB sur l’année écoulée (+149 % entre octobre 2024 et septembre 2025) est ainsi logiquement très supérieure à celle observée pour l’ensemble des exportations de colis de la Chine (+29 % en moyenne total).

Cette progression est largement portée par la Hongrie, qui a importé 2,3 Mds EUR de « petits colis » sur la période d’octobre 2024 à septembre 2025 et concentre à elle seule 68 % des flux à destination de la région. La Hongrie représente ainsi près de 10 % de l’ensemble des exportations mondiales de « petits colis » chinois sur la période observée. En dynamique, l’économie hongroise figure parmi les principales destinations mondiales de l’augmentation des exportations sectorielles chinoises entre 2024 et 2025 (+1,6 Md EUR), se situant immédiatement derrière Hong Kong. Elle est de ce fait à l’origine de l’essentiel de la hausse régionale, loin devant les progressions observées en Pologne (971 M EUR, soit +81 %) et en Tchéquie (392 M EUR, soit +150 %) - graphique 7.

Graphique 7 : Exportations chinoises de « produits divers exportés de faible valeur »



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

2. Commerce de services

Point de méthode 3 :

Les montants commentés sont calculés sur les données 2024 transmises par les services statistiques nationaux à la Commission européenne, lesquels excluent les données suivantes pour des motifs de confidentialité :

- Pologne : importations de services d'entreprises chinoises relatifs à la construction ;
- Hongrie : échanges de services dans l'industrie manufacturière ;
- Lituanie : total des échanges avec la Chine et montant des revenus tirés de la propriété intellectuelle, services culturels et de loisir ;
- Estonie : échanges de services de construction.

2.1. Principaux agrégats des échanges de services

En 2024, les échanges de services entre la Chine et les pays d'Europe centrale et balte ont atteint 5,5 Mds EUR, représentant 5,8 % du commerce total (biens et services) entre les deux zones (95,0 Mds EUR).

Cette part relativement faible des services dans la relation bilatérale contraste avec leur poids dans les échanges entre la région et les États-Unis, où les services représentent plus de 35 % du commerce total. Elle s'explique avant tout par l'importance des flux de biens avec la Chine, qui constitue l'un des principaux fournisseurs de biens de la région.

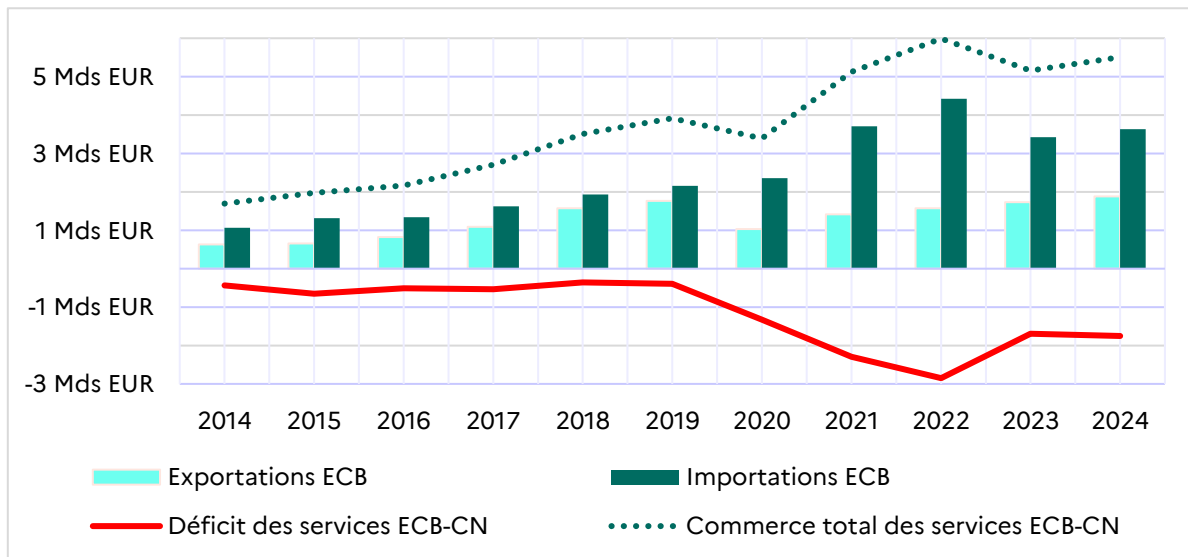
Au sein de la zone, les échanges de services avec la Chine sont surreprésentés en Tchéquie, qui concentre 34 % des flux régionaux avec la Chine, contre 16 % du commerce de services de la région avec le reste du monde en 2024. Cette situation reflète en partie des choix passés de politique étrangère. **À l'inverse, la Lituanie** (1,9 % des échanges régionaux avec la Chine, contre 9,3 % du commerce de services total) **et la Pologne** (38,8 % contre 45,5 %) **sont sous-représentées**. Les autres économies présentent des parts proches de leur poids structurel : Hongrie (14,3 %), Slovaquie (3,9 %), Estonie (3,7 %) et Lettonie (2,9 %).

En 2024, la Chine représentait 0,8 % des exportations et 2,1 % des importations de services de la zone, des parts marginales et inférieures à celles observées pour les biens (respectivement 1,1 % et 8,9 %).

Mais de nouveau, les importations de services depuis la Chine (3,6 Mds EUR en 2024) excèdent largement les exportations (1,9 Md EUR), générant un déficit régional de 1,7 Md EUR et un taux de couverture faible (51,7 %). Cette situation contraste avec celle de l'Union européenne dans son ensemble, qui affiche un excédent marqué vis-à-vis de la Chine (taux de couverture de 148 %), ainsi qu'avec la relation de la région avec les États-Unis, pour laquelle le taux de couverture atteint 235 % - **graphique 8**.

À l'échelle nationale, toutes les économies de la région enregistrent un déficit des services avec la Chine, à l'exception de l'Estonie, qui dégage un léger excédent (+6,6 M EUR). **La Tchéquie se distingue par un déficit particulièrement élevé (-1,1 Md EUR), suivie de la Pologne (-388 M EUR).** Les autres pays se situent plus près de l'équilibre : Slovaquie (-161 M EUR) et Hongrie (-97 M EUR).

Graphique 8 : Echanges de services entre la Chine et les pays d'ECB (en Mds EUR)

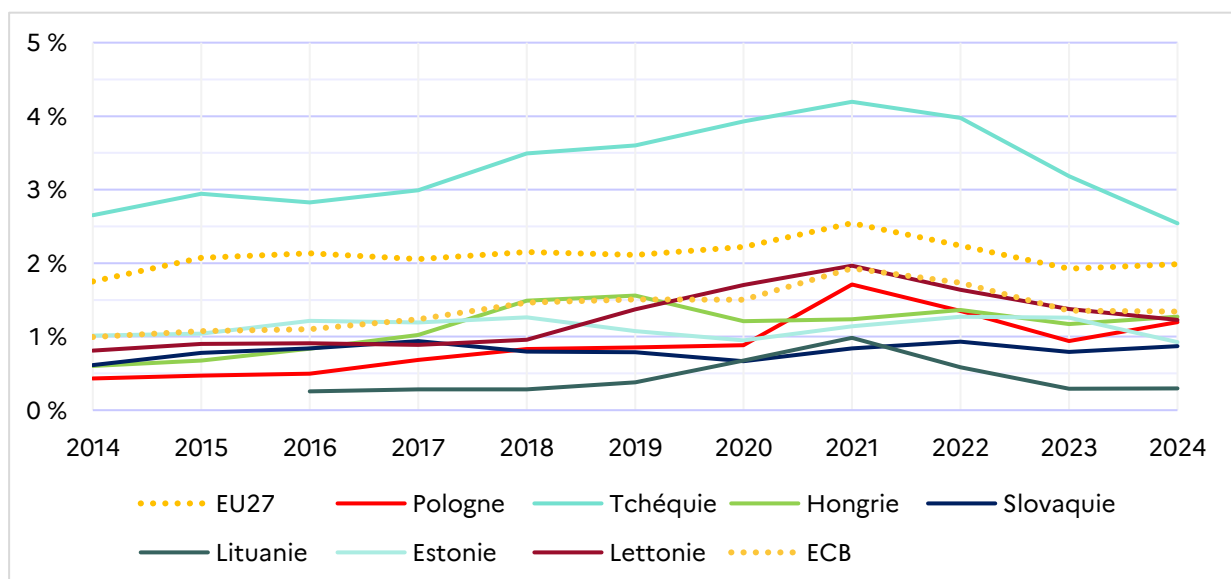


Sources : Eurostat, SER de Varsovie

Le déficit régional des services, de nature structurelle, s'est creusé depuis la crise sanitaire. Sur la période 2014-2024, les importations de services ont progressé de +242 %, à un rythme supérieur à celui des exportations (+198 %), entraînant un quadruplement du déficit régional (+306 %). Cette évolution est proche de celle observée dans l'Union européenne, où le déficit s'est accru de 319 % sur la même période.

La part de la Chine dans le commerce de services de la zone (1,34 % en 2024) demeure inférieure à la moyenne de l'Union européenne (1,99 %) - graphique 9. Cette part est restée globalement stable sur la décennie écoulée : en dehors d'un pic observé en 2021-2022, commun à l'ensemble de l'Europe, la Chine a représenté entre 1,0 % et 1,5 % du commerce régional de services. Une exception notable concerne la Tchéquie, où cette part, bien qu'en recul à 2,54 % en 2024, avait atteint 4,2 % en 2021, tirant structurellement la moyenne régionale à la hausse.

Graphique 9 : Part de la Chine dans le commerce des services des pays d'ECB et de l'Union européenne (en Mds EUR)



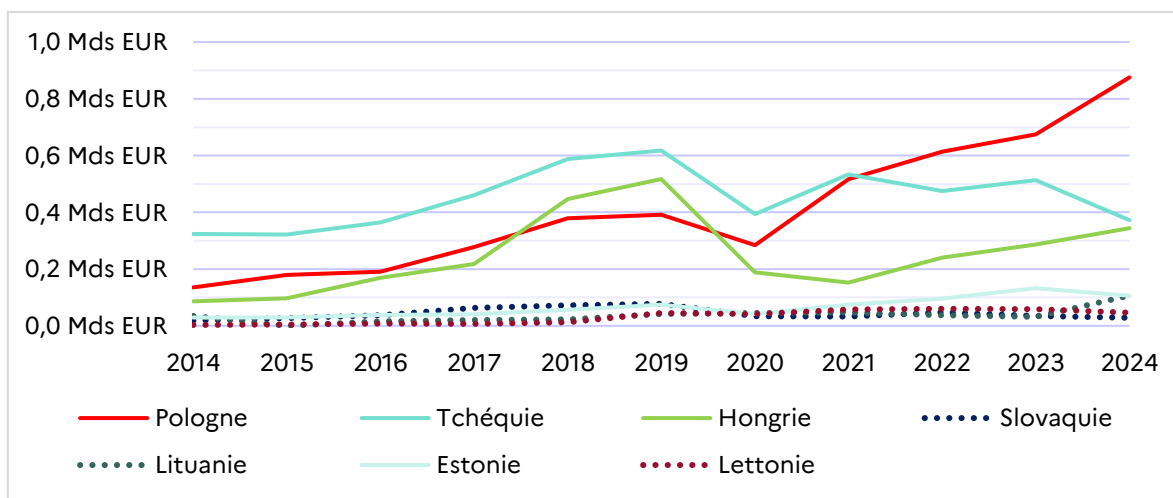
Sources : Eurostat, SER de Varsovie

2.1.1. Exportations

Les exportations de services des pays d'ECB vers la Chine, de 1,9 Md EUR en 2024, sont modestes en valeur. Si elles sont triplé entre 2014 et 2024 en valeur (de 631 M EUR à 1,9 Mds EUR), elles restent, à titre de comparaison, très inférieures aux exportations régionales vers l'économie américaine (20,7 Mds EUR en 2024) - graphique 10.

Ces exportations sont principalement portées par la Pologne (876 M EUR), suivie de la Tchèque (372 M EUR) et de la Hongrie (344 M EUR). Rapportées à la taille de leur commerce extérieur, on observe une surperformance de l'Estonie (106 M EUR, un niveau comparable à celui de la Lituanie), ainsi qu'une sous-performance marquée de la Slovaquie (28 M EUR), qui exporte moins de services vers la Chine que la Lettonie (46 M EUR).

Graphique 10 : Exportations de services des pays d'ECB vers la Chine (en Mds EUR)

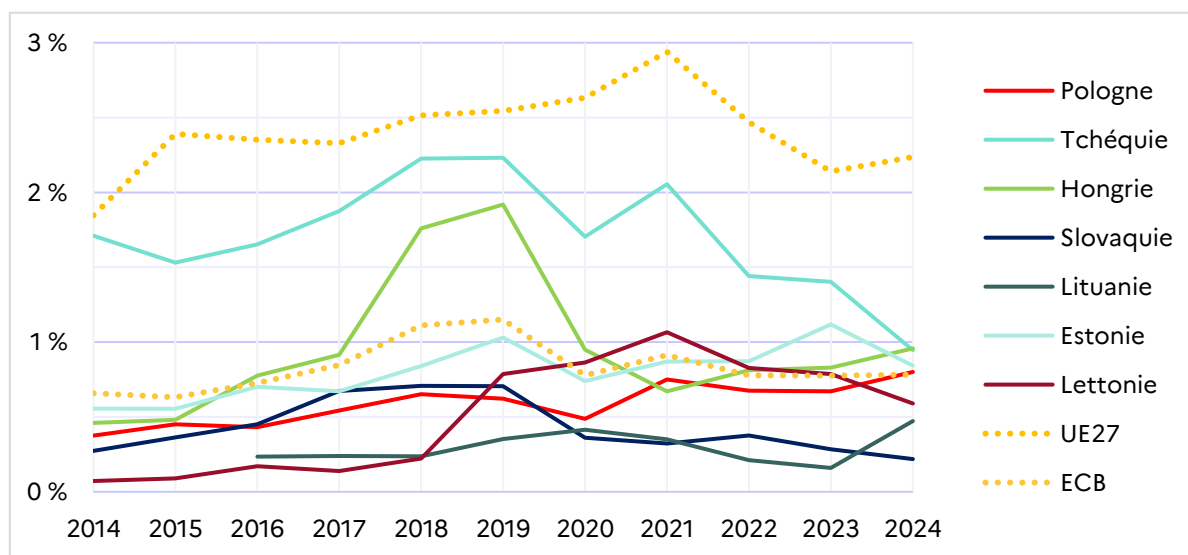


Sources : Eurostat, SER de Varsovie

La Chine constitue un débouché marginal pour les services de la région (0,8 % des exportations), contre 2,2 % pour le reste de l'Union européenne. La Hongrie est le pays de la région le plus exposé, avec 1,0 % de ses exportations de services à destination de la Chine, devant la Tchèque (0,9 %), la Pologne et l'Estonie (0,8 % chacune), la Lettonie (0,6 %) et la Lituanie. La Slovaquie se distingue par une exposition particulièrement faible (0,2 %).

La part de la Chine dans les exportations régionales de services a par ailleurs reculé depuis 2019, année du pic à 1,1 %, en particulier en Tchéquie (-1,3 point) et en Hongrie (-1,0 point) - graphique 11. Ces niveaux demeurent très inférieurs à ceux observés vis-à-vis des États-Unis, compris entre 4 % (Lituanie, 2024) et 10 % (Pologne).

Graphique 11 : Part de la Chine dans les exportations de services des pays d'ECB (en %)

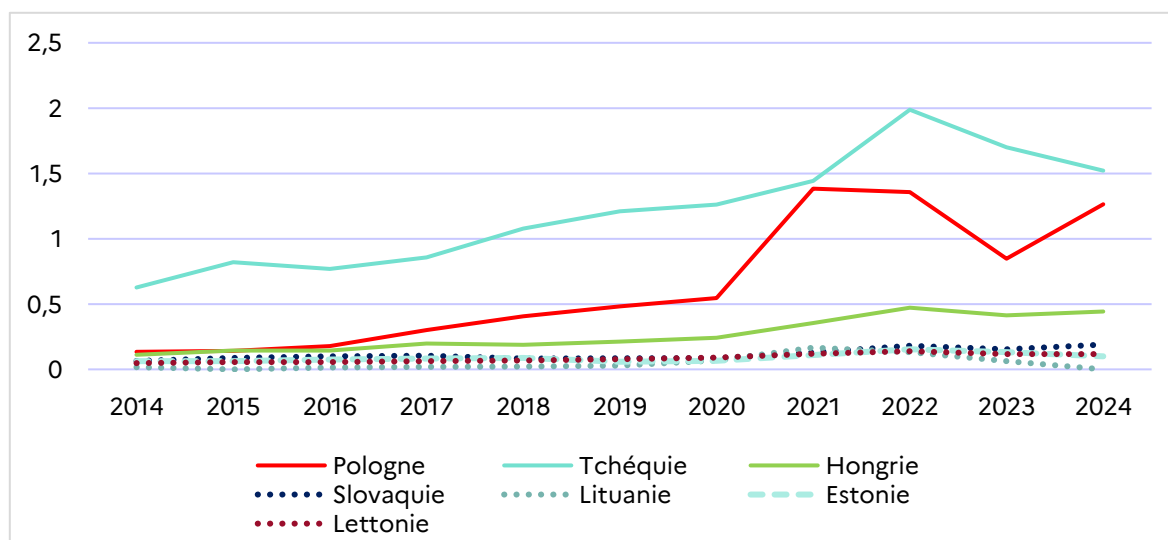


Sources : Eurostat, SER de Varsovie

2.1.2. Importations

Les importations de services de la région depuis la Chine ont atteint 3,6 Mds EUR en 2024 - graphique 12. La Chine représente 2,1 % des importations de services des pays d'ECB, une part légèrement supérieure à la moyenne de l'Union européenne (1,7 %).

Graphique 12 : Importations de services des pays d'ECB depuis la Chine (en Mds EUR)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

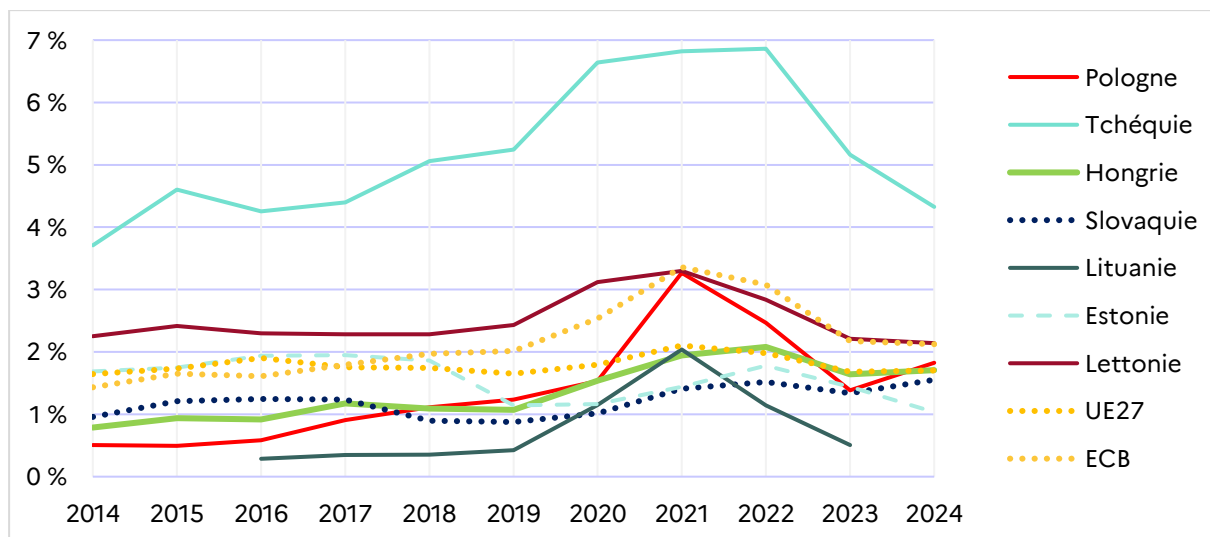
Plusieurs dynamiques nationales se dégagent :

- La Tchéquie entretient une relation privilégiée avec la Chine, en tant que premier importateur régional de services chinois, avec 1,5 Md EUR en 2024, contre 1,2 Md EUR pour la Pologne et 442 M EUR pour la Hongrie. Elle absorbe ainsi 42 % des importations régionales de services chinois, une part très supérieure à son poids dans le commerce régional total des services (16 %).
- Au sein de la région, la hausse des importations sur la décennie est principalement tirée par la Pologne, dont les importations en provenance de Chine ont été multipliées par neuf (+840 %), passant de 134 M EUR en 2014 à 1,3 Md EUR en 2024. Elle concentre à ce titre 49 % de l'augmentation des importations régionales sur la période. Cette dynamique a conduit à un déficit continu depuis 2017, passé de 23 M EUR à 388 M EUR en 2024, après un pic à 867 M EUR en 2022.
- En Hongrie, les importations de services chinois ont été quadruplées sur dix ans (+295 %), atteignant 442 M EUR en 2024, et contribuant à un creusement du déficit de 25 M EUR en 2014 à 97 M EUR en 2024.
- À l'inverse, l'Estonie a dégagé en 2024 son premier excédent de services avec la Chine (+7 M EUR), après une décennie de déficits dont un déficit record de 58 M EUR en 2022.

En termes de parts de marché, la Tchéquie présente une exposition particulièrement élevée aux importations de services chinois (4,3 % en 2024), bien au-dessus de la moyenne régionale (2,1 %). Elle est suivie par la Lettonie (2,1 %), la Pologne (1,8 %), la Hongrie (1,7 %), la Slovaquie (1,5 %) et l'Estonie (1,0 %). Ces parts demeurent toutefois nettement inférieures à celles observées pour les importations de services américains, généralement comprises entre 3 % et 7 % - graphique 13.

Enfin, contrairement à la dynamique observée pour les biens, la part de la Chine dans les importations de services est en recul depuis 2021. Cette baisse est plus marquée dans les pays d'Europe centrale et balte (-1,2 point entre 2021 et 2024) que dans le reste de l'Union européenne (-0,4 point). Elle concerne principalement la Tchéquie (-2,5 points), mais aussi la Pologne (-1,4 point) et la Lettonie (-1,2 point), traduisant une diversification accrue des partenaires dans les échanges de services, tant vis-à-vis de la Chine que des États-Unis.

Graphique 13 : Part de la Chine dans les importations de services des pays d'ECB (en %)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

2.2. Structure des échanges de services

Les services de transport dominent très largement les échanges bilatéraux de services entre la Chine et les pays d'Europe centrale et balte, avec 3,7 Mds EUR en 2024, soit 68 % du total des flux de services. Cette structure diffère sensiblement de celle observée entre l'Union européenne et la Chine, où les transports ne représentent en moyenne que 32 % des échanges de services.

À titre de comparaison, le premier poste d'échange de services entre la région et les États-Unis correspond aux technologies de l'information et de la communication (TIC), avec 10 Mds EUR, soit 34 % du total des échanges de services, tandis que les transports n'y représentent que 12 % des flux bilatéraux.

2.2.1. Exportations

Les exportations de services des pays d'ECB vers la Chine reposent principalement sur les services de transport (717 M EUR en 2024, soit 38 % du total des exportations régionales de services), **et, dans une moindre mesure, sur les services liés au tourisme** (288 M EUR, soit 15 %).

Les exportations de services de transport reflètent en particulier les spécialisations sectorielles de la Pologne (263 M EUR, soit 30 % de ses exportations de services vers la Chine) et de la Tchéquie (162 M EUR, soit 43 %). Bien que les montants en valeur soient plus faibles pour les autres économies, les transports constituent également une part majeure des exportations de services des pays baltes vers la Chine : 80 % pour la Lituanie (86 M EUR), 74 % pour l'Estonie (78 M EUR) et 69 % pour la Lettonie (32 M EUR). La Slovaquie se distingue par des volumes plus modestes (14 M EUR), malgré le poids élevé des transports dans son industrie, ceux-ci représentant néanmoins 49 % de ses exportations bilatérales de services.

Une structure comparable s'observe pour les services touristiques, principalement portés par la Pologne (95 M EUR), la Hongrie (90 M EUR) et la Tchéquie (80 M EUR). À l'inverse, la Slovaquie (13,7 M EUR) et les pays baltes (9,5 M EUR cumulés) occupent une place plus marginale dans ce secteur. Les services touristiques constituent toutefois le principal poste excédentaire de la région vis-à-vis de la Chine, avec un excédent sectoriel de +252 M EUR en 2024.

À l'inverse, les revenus tirés de la propriété intellectuelle occupent une place très marginale dans les exportations régionales vers la Chine, avec seulement 22 M EUR, soit 1,2 % du total exporté. À titre de comparaison, ces revenus atteignaient 1,4 Md EUR dans les échanges de services entre la région et les États-Unis.

2.2.2. Importations

La prépondérance des services de transport est encore plus marquée du côté des importations. En 2024, les importations régionales de services de transport depuis la Chine ont atteint 3,0 Mds EUR, soit 83 % de l'ensemble des importations de services chinois par les pays d'ECB. Cela s'explique principalement par la livraison de produits depuis la Chine, qui est comptabilisée comme service de transport. Ces flux sont à l'origine du principal et unique déficit sectoriel significatif de la région vis-à-vis de la Chine, qui s'élève à -2,3 Mds EUR.

La Tchéquie concentre près de la moitié de ce déficit, avec 1,4 Md EUR d'importations de services de transport en 2024, lesquelles représentent 92 % de l'ensemble des services chinois importés par l'économie tchèque.

Les télécommunications constituent le deuxième poste régional d'importation de services chinois, avec 204 M EUR, soit 5,6 % du total. Ces services sont principalement importés par la Pologne (105 M EUR) et la Hongrie (61 M EUR).

3. Investissements directs

Point de méthode 4 :

Les données relatives aux investissements directs étrangers se rapportent à l'année 2024.

3.1. IDE chinois en Europe centrale et balte

Malgré une activité soutenue des entreprises chinoises dans plusieurs pays du groupe de Visegrad, en particulier dans les industries de l'électromobilité, le stock mesuré d'investissements directs étrangers (IDE) chinois en Europe centrale et balte demeure, en apparence, relativement limité, à 3,4 Mds EUR en 2023 selon les données de l'OCDE.

Ce niveau s'explique en partie par des considérations méthodologiques, les entreprises chinoises recourant fréquemment à des structures d'investissement indirectes, via des filiales établies dans des pays tiers. Les montants déclarés ne reflètent donc pas la valeur économique réelle des actifs détenus par des entreprises chinoises dans la région, mais permettent de visualiser les parts des stocks d'investissements mesurés dans les différents pays. À titre illustratif, la seule usine de batteries électriques de CATL à Debrecen (Hongrie) représente un investissement estimé à plus de 7 Mds EUR. Il convient également de noter que la Hongrie a classé « confidentielle » la valeur du stock d'IDE chinois entrants communiquée à l'OCDE à compter de 2024, ne permettant pas d'établir des données agrégées après lors.

Hors effets méthodologiques, la Hongrie apparaissait, selon les dernières données disponibles, comme la première destination des investissements chinois dans la région, concentrant 43 % du stock régional (1,5 Md EUR en 2023). Les sites industriels de Debrecen (CATL, fabrication de batteries et véhicules, pour un investissement estimé à 7,3 Mds EUR) et de Szeged (BYD, assemblage de véhicules, pour une valeur annoncée de 4 Mds EUR) occupent une place centrale dans la stratégie de développement des acteurs chinois de l'électromobilité. Ces investissements visent principalement à bénéficier de la marque « Made in EU » pour l'export vers l'ensemble du marché européen.

La Pologne (1,1 Md EUR, soit 33 % des IDE chinois régionaux) s'est également affirmée comme une destination privilégiée, tant dans le transport maritime (Chipolbrok, Stecol) que dans la logistique (implantation de Shein en 2022 et inauguration d'un centre logistique en 2025), ainsi que dans les industries manufacturières et technologiques (Huawei, ZTE, TCL). Pour autant, la valeur faciale des IDE chinois représente moins de 1 % du stock total d'IDE en Pologne.

La Tchéquie (552 M EUR, soit 16 %) accueille des investissements chinois de longue date, notamment dans les télécommunications (présence de Huawei depuis 2003), mais présente un stock d'IDE relativement limité au regard de l'ampleur des flux de services observés, en particulier dans les transports.

Si la Slovaquie semble peu concernée (80 M EUR, soit 2,3 %), derrière ces chiffres officiels, le pays accueille deux investissements chinois majeurs dans la construction : la gigafactory de Gotion à Surany (1,4 Md EUR) et l'usine Volvo (groupe chinois Geely) à Kosice (1,2 Md EUR). Plusieurs équipementiers chinois accompagnent ces projets (Carcoustics, Xinquan Slovakia

Automotive Trim, Meta System du groupe Deren Electronic), soulignant un impact réel supérieur aux statistiques agrégées.

Enfin, les pays baltes (177 M EUR cumulés, soit 5,2 %) apparaissent comme des destinations plus marginales pour les investissements directs chinois.

3.2. IDE des pays d'Europe centrale et balte en Chine

En 2024, les pays d'Europe centrale et balte (ECB) affichaient un stock d'IDE nets en Chine de **827 M EUR**. Les économies de la région y ont déployé des investissements modestes au regard de la taille de leurs économies. À titre de comparaison, le stock d'investissements régionaux aux États-Unis avoisine 10 Mds EUR.

Indépendamment du volume total, la Pologne est le premier investisseur de la région en Chine, avec 44,8 % des IDE d'ECB en Chine (370 M EUR selon l'OCDE). **L'Estonie se distingue du reste de la région en tant que deuxième investisseur**, avec 309 M EUR, soit 37 % du total régional. Les investissements des autres pays sont plus modestes, avec 58 M EUR pour la Tchéquie, 38 M EUR pour la Hongrie et 5 M EUR pour la Lituanie.

Zoom 3 : La plateforme de coopération « 14+1 » (anciennement « 16+1 »)

L'Initiative « 14+1 » est un mécanisme de dialogue et de coopération multilatérale entre la Chine et une quinzaine de pays d'Europe centrale et orientale, conçu pour renforcer le commerce, les investissements, la connectivité logistique et les partenariats sectoriels dans le cadre plus large des nouvelles routes de la soie (Belt and Road Initiative). Elle se matérialise par différents modes de coopération (projets communs, missions d'entreprises) favorisant les échanges commerciaux avec la région. À titre d'exemple :

- *En Pologne*, elle a permis de développer la connectivité logistique entre l'Europe centrale et l'Asie via des services réguliers de trains de fret. Depuis 2019, des liaisons ferroviaires directes entre terminaux polonais (notamment Gdańsk et Małaszewicze) et des hubs en Chine facilitent le transport de produits manufacturés, agricoles et industriels dans les deux sens, réduisant les délais par rapport au transport maritime traditionnel. En août 2023, la société de chemins de fer RTSB, l'un des principaux opérateurs du corridor logistique eurasiatique, a inauguré une ligne de fret directe entre Lodz et Chengdu, illustrant l'intégration croissante de la Pologne dans le corridor euro-asiatique.
- *Pour la Tchéquie*, ce format a complété le dialogue bilatéral entre les entreprises des deux économies. Prague a ainsi multiplié missions commerciales, forums d'affaires et rencontres sectorielles, débouchant sur de nombreux partenariats, notamment dans l'agroalimentaire et les machines industrielles.
- *Toutefois dans le cas de la Lettonie et de l'Estonie*, qui ont quitté l'organisation à la suite de la Lituanie (ancien format « 17+1 »), le partenariat n'a pas produit les bénéfices attendus, de nombreux observateurs soulignant une complémentarité encore peu développée entre le cadre multilatéral et les relations bilatérales avec la Chine. Ces retraits s'inscrivent dans un contexte de tensions politiques croissantes avec Pékin, qui ont eu des répercussions économiques sur la zone balte, alimentant une défiance accrue à l'égard des investissements chinois, notamment dans les secteurs stratégiques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

varsovie@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Varsovie

Abonnez-vous : cezary.toboja@dgtresor.gouv.fr